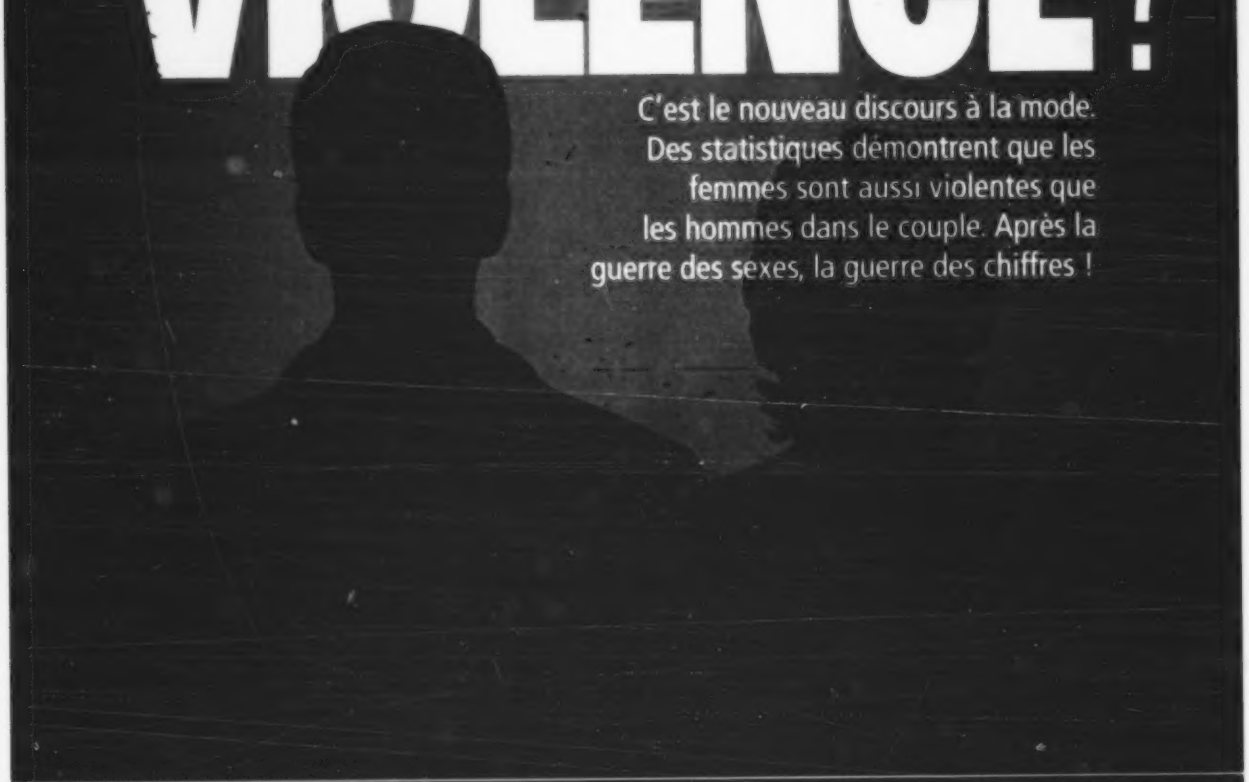
NOV. DÉC. 2005

Gazette DES FEMMES

www.gazettedesfemmes.com
Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

unisexe, la VIOLENCE?



C'est le nouveau discours à la mode. Des statistiques démontrent que les femmes sont aussi violentes que les hommes dans le couple. Après la guerre des sexes, la guerre des chiffres !

0 65385 86426 5 03
3,50$

Envoi de Poste-publications — N° de convention 40069512 — Port de retour garanti
Service aux abonnements, 4380, rue Garand, Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3
Novembre-décembre 2005 Vol. 27, n° 3 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

:: Dossier

15 **Unisexe, la violence ?**

C'est le nouveau discours à la mode. Les femmes sont aussi violentes que les hommes dans le couple. Autant d'études le confirment… ou concluent exactement le contraire. Après la guerre des sexes, la guerre des chiffres !

22 **De victimes à folles**

Déni, banalisation ou exagération, la perception de la violence des femmes ressemble à autant d'images reflétées par un miroir déformant.

10 Rencontre

« Fais un homme de toi, ma jolie »

À 9 ans, elle tenait une kalachnikov dans ses mains. À 15 ans, elle accouchait de l'enfant d'un officier. L'histoire de China Keitetsi, c'est celle de milliers de filles soldats dans le monde.

31 :: Monde

Guatemala
Le risque d'accoucher

Le Guatemala enregistre le troisième plus haut taux de mortalité maternelle de l'hémisphère, après Haïti et la Bolivie. Au premier rang des victimes : les autochtones.

Rubriques

3 BOÎTE AUX LETTRES

4 NOUVELLES

On est loin du soleil !
Les propos sexistes pleuvent sur la députée française Ségolène Royal, qui pourrait se présenter aux élections présidentielles.

Poulette part en affaires
Une amusante BD pour les futures entrepreneures.

Ces Québécoises venues d'ailleurs
Que connaissons-nous des 358 675 Québécoises nées à l'étranger ?

7200
Trois Michiaques traversent le Canada pour dénoncer la violence dans les communautés autochtones.

Revers de fortune
Finie la discrimination au tournoi de Roland-Garros !

12 RECHERCHES

Un handicap nommé bébé

Kilos protecteurs

Autonomes, les Canadiennes

Poupoune, la pub

14 BILLET

35 BOUQUINS

38 ARTS

:: Gazette DES FEMMES

La *Gazette des femmes* vous propose le service à la clientèle
INFO-ABONNEMENT

POUR VOUS ABONNER OU OFFRIR UN ABONNEMENT-CADEAU
www.gazettedesfemmes.com

VOUS DÉMÉNAGEZ ?
Assurez-vous que la *Gazette des femmes* vous suive partout !

:: pensez à nous aviser de votre nouvelle adresse (prière de préciser votre ancienne adresse) ;

:: pour signaler un problème de livraison ou un numéro manquant ;

:: pour renouveler votre abonnement ;

:: pour commander vos abonnements-cadeaux.

SIMPLE ET RAPIDE !
Par courriel :
gazettefemmes@postexperts.com
OU
Écrivez-nous :
Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380, rue Garand
Ville Saint-Laurent (Québec)
H4R 2A3

Par téléphone :
1 800 665-5372

Par télécopieur :
(514) 333-9795

Des articles essentiels

Si je ne me retenais pas, je vous écrirais chaque fois que je reçois la *Gazette des femmes* pour vous dire combien je vous trouve extraordinaires ! J'ai beaucoup apprécié l'article de Françoise Guénette sur Judy Rebick, qui rappelle l'importance de l'histoire du féminisme (sept.-oct. 2005).

J'ai aussi lu avec beaucoup d'intérêt l'article d'Andrée Poulin sur la Turquie. Une chance qu'on vous a, pour cette fenêtre si essentielle sur le vécu des femmes d'ailleurs. Concernant la jeune Rojda [mutilée par sa belle-famille], je me rappelle qu'un chirurgien américain avait offert ses services bénévolement pour retoucher le visage d'une femme défigurée dans des circonstances violentes. N'y aurait-il pas, quelque part au monde, un autre valeureux chirurgien pouvant offrir le même cadeau à Rojda ?

Clara, Montréal

Bientôt sur les écrans ?

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt vos articles sur l'hypersexualisation des jeunes filles. Comme intervenantes à S.O.S. Grossesse à Québec, nous sommes très préoccupées par cette problématique. Y aura-t-il des projections du documentaire *Salopettes* prochainement ?

Marie-Eve Chartré et Catherine Denis

N.D.L.R. : Les réalisatrices de *Salopettes* (sept.-oct. 2005) sont présentement en pourparlers avec une maison de production pour une éventuelle diffusion. Pour le moment, le documentaire appartient au Département de communication du Cégep André-Laurendeau et le DVD sera en vente à sa coop. Un dossier à suivre.

Écrivez-nous !

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

Gazette des femmes, 800, place D'Youville, 3e étage, Québec (Québec) G1R 6E2

COURRIEL : gazette@csf.gouv.qc.ca

Depuis 1979, cette publication est éditée par l'Institution et sous la supervision du Conseil du statut de la femme.

LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
en sont l'éditeur.

• Directrice : Diane Wallace
• Rédactrice en chef : Claire Gagnon
• Rédactrice en chef adjointe : Annie Savoie
• Rédactrice-réviseure : Mélanie Saint-Hilaire
• Révision : Sophie Marcotte et Françoise Bender
• Recherche du visuel : Dominique Dionne et Guylaine Laflamme
• Réalisation graphique : Bayard Communication Graphique inc.
• Impression et pelliculage : Offset Transcontinental inc.
• Marketing et publicité : Françoise Rivard, tél. : (418) 644-7900 ou 1 800 463-2831
• Ventes publicitaires : Catherine Boutin, tél. : (418) 694-2363, poste : (418) 588-4369

• Courrier des lectrices : Gazette des femmes, 800, place D'Youville, 3e étage, Québec (Québec) G1R 6E2
• Téléphone : (418) 643-4326
• Télécopieur : (418) 643-8926
• Courriel : gazette@csf.gouv.qc.ca
• Site Internet : www.gazettedesfemmes.com
• Abonnements, changements d'adresse et retours postaux : Gazette des femmes, Service aux abonnements, 4380, rue Garand, Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3, Téléphone : 1 800 665-5372, Télécopieur : (514) 333-9795, www.gazettedesfemmes.com
• Courriel : gazettefemmes@postexperts.com
• Distribution : Messageries de Presse Benjamin, 405, rue Jean-Marie, Ville LaSalle (Québec) H8R 1K7, Téléphone : (514) 364-1700

• Dépôt légal : 4e trimestre 2005
• ISSN : 0714-4500
• © Gouvernement du Québec
• Les articles publiés dans la Gazette des femmes sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.
• La Gazette des femmes se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.
• Prix régulier : 24 $; 3 ans 57 $; 1 an
• Poste-publications — N° de convention : 40069312

Conseil du statut de la femme
Québec

par Monique Durand, Mélanie Saint-Hilaire, Sophie Loiselle, Yasmine Berthou et Pascale Guéricolas

Ségolène Royal a eu droit à un lot de remarques machistes quand elle a évoqué la possibilité de briguer la tête du Parti socialiste.

On est loin du soleil !

Quand Ségolène Royal a annoncé qu'elle se présenterait peut-être à l'investiture du Parti socialiste, en vue de l'élection présidentielle de 2007, les propos sexistes ont fusé. Même chez ses collègues socialistes !

« Fébrile et excitée comme une gamine », a raconté à *Paris Match* un participant des journées parlementaires du Parti socialiste français (PS), qui se déroulaient fin septembre. « La présidentielle, ce n'est pas un concours de beauté », a déclaré un autre participant sur France 2. Cependant, la perle est revenue à Laurent Fabius, un des ténors du PS : « Mais qui va garder les enfants ? » Mère de quatre enfants, la députée a été quatre fois ministre entre 1992 et 2002. Elle préside aussi le Conseil régional du Poitou-Charentes.

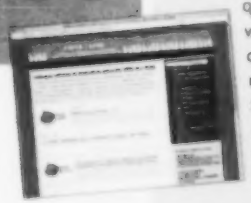
Le journaliste Mathieu Lindon a écrit dans les pages du journal *Libération* un article intitulé « Ségolène, la maman de fer ». Il y qualifie de simple « boutade » les propos de Laurent Fabius. Puis, à propos de Ségolène Royal : « Elle a fait de sa féminité son arme politique, de sa maternité tout son programme. [...] Si elle devenait présidente, on appellerait l'Élysée la grande garderie. La fête des Mères serait chômée. [...] Il y aurait un heureux regroupement familial à l'Élysée et l'ordre moral de la petite mère du peuple régnerait sur nous tous », faisant allusion à la prise de position de M^me^ Royal contre le port du *string* à l'école, et au fait qu'elle est la compagne de l'actuel premier secrétaire du PS, François Hollande.

« Le PS est plus macho que la droite, vous savez ! » affirme la politologue québécoise Évelyne Tardy, qui vit en France depuis 20 ans. Elle a publié l'année dernière chez HMH une étude intitulée *Égalité hommes-femmes ? Le militantisme au Québec : le PQ et le PLQ*. « Le PS n'élira pas Ségolène Royal à sa tête parce qu'on a peur d'elle. On craint son franc-parler, mais surtout son féminisme. Parce qu'elle s'affiche féministe ! » dit-elle.

« Le PS n'élira pas Ségolène Royal à sa tête parce qu'on a peur d'elle. On craint son franc-parler, mais surtout son féminisme. »
Évelyne Tardy

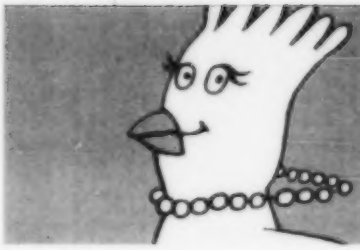
Le réseau Encore féministes ! a demandé que les auteurs des propos sexistes formulent des excuses publiques. « Si on s'acharne sur la députée, c'est parce qu'elle a de réelles chances d'accéder aux plus hautes fonctions, affirme la porte-parole Florence Montreynaud. La droite aussi bien que la gauche l'apprécient. Très tôt, elle a pris des positions féministes : elle a d'ailleurs été la première élue à se faire appeler madame LA ministre. Mais elle a aussi satisfait les plus conservateurs en se prononçant contre la pornographie et le *string*. » La militante est catégorique : « L'agressivité des hommes à l'endroit de Ségolène Royal est à la mesure de la menace qu'elle représente pour les politiciens. » **M.D.**

Notre signet



www.fafia-afai.org

En 1995, à la Conférence de Beijing, le Canada s'engageait à accroître la sécurité financière des femmes. Vaines promesses, constate l'économiste ontarienne Armine Yalnizyan dans son analyse des budgets fédéraux des 10 dernières années. De 1994 à 1997, Ottawa a coupé presque 12 milliards $ dans les programmes sociaux comme l'assurance-emploi et la prestation fiscale pour enfants, touchant durement les femmes. Depuis qu'il a maîtrisé son déficit, en 1998, il a négligé ces programmes pour réinvestir 42 milliards $... dans la défense et l'innovation ! Ce passionnant « Budget comparatif entre les sexes » figure sur le site de l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale, groupe de 50 ONG qui surveille l'application des traités internationaux des droits de la personne. Avec limpidité, les auteures exposent des enjeux aussi cruciaux que l'équité salariale et le transfert canadien en matière de programmes sociaux. C'est clair comme de l'eau de roche et ça donne soif d'apprendre. **M.S.H.** ::

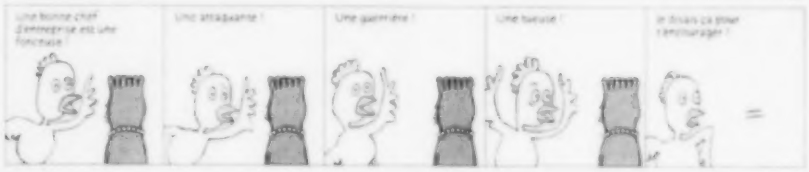


= Poulette part en affaires

« Je voulais lutter contre l'image de la chef d'entreprise à la mode, dans le vent et bien habillée. » Pascale Bourguignon a donc créé Poulette, petite poule rousse sur le point de lancer sa propre entreprise et confrontée à mille et un doutes, dans une bande dessinée de 32 pages. Au sortir d'une formation en entrepreneuriat, un constat s'est imposé à l'illustratrice : peu importent l'âge ou la provenance, les femmes sont confrontées aux mêmes craintes. « Poulette, c'est l'oiseau qui a des ailes, mais pas le mode d'emploi pour s'envoler. » À ceux et celles qui ont hurlé à l'offense parce qu'elle ne présentait pas un personnage de femme forte, elle répond : « Ce n'est pas parce qu'on doute qu'on n'est pas féministe. » Oui, son héroïne est une poule, et puis après ? C'est une poulette tout ce qu'il y a de plus normale, une sorte de madame Tout-le-monde, à l'image des femmes d'affaires en devenir à qui elle a voulu offrir ce clin d'œil. Son amusante BD leur dit que des angoisses, elles ne sont pas seules à en avoir. « Je revendique le droit de ne pas être parfaite, de dire qu'on doute et même… le droit de dire qu'on n'aime pas la comptabilité ! » s'exclame l'auteure, qui a lancé sa propre maison d'édition : l'Escargot Atomic. Si tout se passe bien, Poulette pourrait bien élargir prochainement son ambition aux sphères politiques… **S.L.**

***Poulette part en affaires*, Les Éditions de l'Escargot Atomic. www.escargotatomic.com**

Le leadership



Qu'est-ce qui fait courir Judith?

Grande marcheuse, Judith Doyon a parcouru à pied pas moins de 5 130 kilomètres pour recueillir des fonds au profit de la YWCA de Québec. « Avec la marche, on garde la forme. Avec l'entraide, on forme la vie », affirment la sportive et les cinq amies chargées de conduire la caravane et de trouver gîte et couvert pendant son périple. Partie de Vancouver le 1er avril et arrivée à Québec le 13 septembre, la marcheuse de 56 ans, ex-employée du Conseil du statut de la femme, a amassé 25 000 $ qui iront à La grande Marelle. Ce service d'hébergement offert par la Y de Québec reçoit chaque année 200 femmes itinérantes. Le quart d'entre elles choisissent de suivre un programme de réinsertion sociale. Près de 43 % y regagneront leur autonomie. Une cause qui tient à cœur à Judith Doyon, d'autant plus que les ressources pour femmes itinérantes se font rares… et que le gouvernement fédéral cessera de subventionner La grande Marelle à compter de mars 2006. La marcheuse et la Y invitent d'ailleurs le public à continuer de verser des dons et à en apprendre plus sur ce voyage en allant sur le site **www.5130km.qc.ca**. À noter que la YWCA organise également la soirée-bénéfice *De l'ombre à la lumière* le 30 novembre prochain dans le but de recueillir des fonds pour cette cause.

Pour de plus amples renseignements : **www.ywcaquebec.qc.ca** ou appeler au **(418) 683-2155.**

Ces Québécoises venues d'ailleurs

Une Québécoise sur 10 est née à l'étranger, soit 358 675 femmes, dont la moitié appartiennent à une minorité visible. « C'est très difficile de parler des femmes immigrées en un seul bloc, car il y a d'importants écarts entre elles », affirme d'emblée Diane Guilbault, co-auteure, avec Mariangela Di Domenico, du portrait statistique *Des nouvelles d'elles : les femmes immigrantes du Québec*, publié par le Conseil du statut de la femme. Ainsi, le tiers des immigrées n'ont pas terminé leurs études secondaires, mais elles sont plus nombreuses (19 %) à posséder un grade universitaire que l'ensemble des Québécoises (16,7 %).

Le document montre bien les changements survenus dans l'immigration féminine au fil des décennies. Majoritairement venues d'Europe méridionale (Italie, Portugal, Grèce, mais aussi de France) avant 1976, les immigrées arriveront ensuite d'Haïti, d'Asie et de l'Afrique du Nord. Autre changement, le nombre de femmes acceptées dans la catégorie « immigration économique » est à la hausse, soit 54 % entre 2000 et 2004. Bref, le Québec reçoit de plus en plus de travailleuses qualifiées.

Diane Guilbault regrette toutefois que l'accueil qui leur est réservé ne soit pas toujours à la hauteur de leurs espérances. « Elles sont passées par un long processus pour obtenir le droit de vivre ici. Or, on leur demande de recommencer à zéro. Résultat : souvent on ne reconnaît pas leurs expériences professionnelles antérieures à leur juste valeur. »

En 2000, le revenu moyen des femmes immigrées était de 19 766 $, soit 1 520 $ de moins que celui des Québécoises nées ici et 11 308 $ de moins que celui des hommes immigrés. « Venues pour améliorer leur sort et celui de leurs enfants, elles n'ont pas peur de mettre la main à la pâte. Avec le temps, plusieurs d'entre elles verront leur situation s'améliorer. Beaucoup décident aussi de mettre leur expérience à profit dans des organismes communautaires, dont ceux qui accueillent les immigrants », explique Diane Guilbault. En fait, « elles ne demandent pas mieux que de participer, elles aussi, à la construction du Québec de demain », concluent les auteures de l'ouvrage.

Voilà un autre portrait statistique tout en nuances que propose la collection « Des nouvelles d'elles », qui nous a déjà présenté les femmes âgées ainsi que les jeunes du Québec. Le prochain thème : les femmes autochtones. **Y.B.**

On peut se procurer le document auprès du Conseil du statut de la femme.
Tél. : 1 800 463-2851 ou (418) 643-4326.
Site Internet : www.csf.gouv.qc.ca

7200

Près de 7 200 kilomètres en vélo, d'une côte du Canada à l'autre. Voilà le projet un peu fou de Sheila Swasson, Chi Metallic-Larocque et Donna Martin-Metallic, trois travailleuses sociales micmaques de Listuguj, en Gaspésie. But du périple ? Dénoncer la violence familiale dans les communautés autochtones. « Il y a trois fois plus de femmes agressées chez les autochtones que dans la population en général, souligne Sheila Swasson, coordonnatrice d'une maison d'accueil à Listuguj. J'espère que notre voyage va contribuer à changer les choses ! »

Le 28 mai prochain, les trois cyclistes partiront de Vancouver pour atteindre Saint-Jean, à Terre-Neuve, le 1er août. Elles parcourront plus de 100 kilomètres par jour, en s'arrêtant parfois dans les communautés autochtones qui bordent leur trajet. « Il nous faudrait davantage de ressources, souligne Sheila Swasson. Trente-sept refuges pour 600 communautés à travers le Canada, c'est loin d'être suffisant. »

À des milliers de coups de pédales du cliché de la pauvre-autochtone-alcoolique-obèse, ces sportives dynamiques cherchent à incarner un modèle de bien-être pour les femmes amérindiennes en les incitant à prendre soin de leur santé. En attendant le jour du départ, elles sillonnent les routes des environs, histoire de se faire des mollets en béton. Elles s'activent aussi à réunir les fonds nécessaires. Commanditaires et simples citoyens peuvent les soutenir en achetant symboliquement quelques kilomètres de leur périple sur leur site Internet. **P.G.** ::

www.aboriginalwomenonthemove.org, ou Sheila Swasson : (418) 788-5594.

Justine Henin-Hardenne a remporté la victoire contre la Française Mary Pierce à la finale du tournoi de Roland-Garros, en juin dernier.

Revers de fortune

Finie la discrimination au tournoi de Roland-Garros ! Les joueuses toucheront désormais des gains identiques à ceux des joueurs, ont annoncé les organisateurs des Internationaux de tennis de France. Lors de la dernière édition, l'Espagnol Rafael Nadal avait raflé près de 1,25 million $ pour sa victoire alors que la Belge Justine Henin-Hardenne avait encaissé 275 000 $ de moins.

Une situation qui ne choquait guère certains amateurs. La décision d'offrir les mêmes montants peu importe le sexe des athlètes a d'ailleurs suscité des commentaires acerbes de mordus de tennis qui la jugent illogique puisque « les joueuses de tennis passent moins de temps sur les courts de tennis ».

Dans un monde idéal, les sportives de haut calibre devraient pourtant recevoir des bourses identiques à celles des hommes, affirme Louis-Antoine Paquin de Tennis Canada. « Elles mettent autant de temps et d'énergie que les joueurs pour atteindre ce niveau de jeu et elles mériteraient d'être récompensées autant qu'eux. » Certaines contraintes, comme l'impossibilité d'assurer la présence des meilleures joueuses au monde à la Coupe Rogers de Montréal, empêcheraient toutefois les responsables de garantir la qualité du spectacle, et donc d'amasser suffisamment de fonds pour récompenser les femmes autant que les hommes. En effet, selon le règlement du tennis mondial, les 40 meilleurs joueurs sont obligés de participer à cette coupe, mais pas les femmes, qui viennent donc seulement si elles le veulent bien.

André Richelieu, quant à lui, se réjouit de la résolution des organisateurs du tournoi de Roland-Garros. « Si on veut récompenser l'excellence, il faut le faire de façon identique pour les hommes et pour les femmes, lance ce professeur de marketing sportif à l'Université Laval. Rien ne justifie qu'une quelconque discrimination persiste. » Il estime cependant que cette distinction est enracinée depuis tellement longtemps dans le monde du sport que les mentalités tardent à évoluer.

Même son de cloche du côté de l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique, où l'on considère que le milieu demeure ultra-sexiste. « Le choix des organisateurs du tournoi parisien est merveilleux, mais cela reste malheureusement très exceptionnel », déplore Phyllis Berck, présidente du conseil d'administration de l'organisme. Elle espère tout de même que la nouvelle fera boule de neige et que d'autres tournois offriront bientôt des traitements identiques pour les deux sexes.

Et la partie n'est pas gagnée dans les autres sports. Cette année, le golfeur Tiger Woods a déjà accumulé plus de 9 millions $ en 18 tournois. Sur le circuit féminin, pour un nombre de tournois quasiment identique (16), Annika Sorenstam a amassé moins de 2 millions $. **Y.B.**

Entre guillemets

La folie des hauteurs

« J'aurais eu plus de justice en Afghanistan. »

Andy Sroug, membre de Fathers 4 Justice. Il a passé 13 heures au sommet du pont Jacques-Cartier pour dénoncer le système de justice qui, à son avis, est corrompu et le prive, lui ainsi que beaucoup d'autres pères, de l'accès à ses enfants.

Politique de charme

« Au Canada, l'avancement des femmes en politique est encore essentiellement une opération de marketing, axée sur l'emballage et le goût du moment plutôt que sur la pérennité de la marchandise. On recherche des hommes de pouvoir mais des femmes d'image. »

Chantal Hébert, chroniqueuse politique.

Macho dollars

« J'ai compris, c'est maintenant un homme qui négocie pour moi. Ils s'arrangent mieux entre eux. »

Sophie Thibault, chef d'antenne à TVA, lassée des cachets inférieurs offerts aux travailleuses de la télé.

Pervers Pervez

« Si vous voulez aller à l'étranger, obtenir un visa pour le Canada et être millionnaire, faites-vous violer. »

Pervez Musharraf, président du Pakistan. Selon lui, une concitoyenne sur deux rêve d'être violée pour obtenir de l'argent en compensation ou un visa de réfugiée.

Beau jeu

« Nous sommes des personnes, pas des objets ou des animaux. »

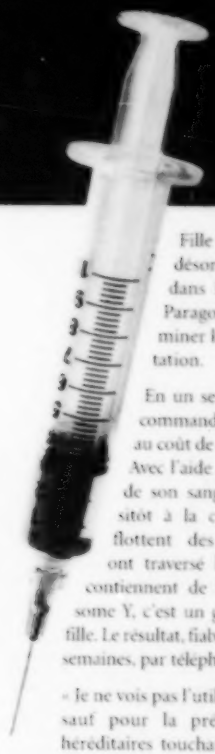
Anna Prete, candidate au titre de Miss Italie. Une nouvelle loi permet de parier sur elle comme sur un cheval de course.

Âme en perdition

« Une femme m'a dit qu'elle prierait pour mon âme. J'aurai besoin de toutes les prières qu'on voudra bien m'envoyer. »

Catherine DeAngelis, rédactrice en chef du Journal of the American Medical Association. Une étude démontre que les fœtus ignorent la douleur. Il a valu un tas de messages haineux.

Fœtus en danger ?



Fille ou garçon ? Les femmes enceintes peuvent désormais trouver la réponse à cette question… dans Internet. Une clinique privée de Toronto, Paragon Genetics, y offre ses services pour déterminer le sexe d'un fœtus dès la 10e semaine de gestation.

En un seul clic de souris, les futurs parents peuvent commander la trousse *Non-invasive baby gender test*, au coût de 390 $US (455 $CAN). Le procédé est simple. Avec l'aide de son médecin, la mère remplit trois fioles de son sang, qu'elle retourne aussitôt à la clinique. Dans ce sang flottent des cellules fœtales qui ont traversé le placenta. Si celles-ci contiennent de l'ADN lié au chromosome Y, c'est un garçon; sinon, c'est une fille. Le résultat, fiable à 96 %, arrive en deux semaines, par téléphone ou par courriel.

« Je ne vois pas l'utilité de ce test si précoce, sauf pour la prévention de maladies héréditaires touchant un sexe en particulier. Il pourrait causer un comportement discriminatoire, notamment envers les filles », déclare Suzanne Philips-Nootens, professeure en droit médical à l'Université de Sherbrooke. Pour le moment, rien ne permet de savoir si les filles seraient effectivement victimes de discrimination ici, mais elle ne peut s'empêcher de penser à certains pays comme la Chine ou l'Inde, où l'accès à cette information a augmenté le ratio de garçons, provoquant un déséquilibre démographique.

> « Je ne vois pas l'utilité de ce test si précoce. Il pourrait causer un comportement discriminatoire, notamment envers les filles. »
>
> Suzanne Philips-Nootens

Renée Martin, professeure au Département de génétique médicale à l'Université de Calgary, ne pense pas qu'il puisse y avoir un dérapage à si grande échelle au Canada. Elle s'inquiète tout de même de l'impact que ce test peut avoir dans certaines communautés ethniques. Elle se souvient avec désolation d'un médecin qui, dans les années 1990, offrait à des communautés asiatiques de Vancouver l'amniocentèse et, si nécessaire, l'avortement.

La valorisation du sexe masculin persiste même ici, soutient Sadeqa Siddiqui, directrice du Centre communautaire des femmes sud-asiatiques à Montréal. Bien qu'aucun cas d'avortement sélectif ne soit parvenu à ses oreilles, elle sait que des maris menacent de divorcer s'ils n'ont pas de fils. Durant la dernière année, elle a rencontré cinq femmes maintenant séparées parce qu'elles n'avaient pu enfanter un garçon.

En général, les parents apprennent le sexe du fœtus à l'échographie, après environ 16 semaines de grossesse. Paragon Genetics le révèle au premier trimestre, alors que l'avortement est encore facile à effectuer. « Nous donnons de l'information aux gens; ce qu'ils en font est leur affaire », répète aux médias le directeur du laboratoire, le Dr Yuri Melekhovets.

Michael Helewa, président de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada, est contrarié par l'existence de ce test, « sachant qu'il risque d'y avoir des agendas cachés ». Il ne devrait pas être accessible à tous les parents, sans recommandation médicale en plus. Au Canada, la Loi sur la procréation assistée, promulguée en 2004, interdit d'intervenir dans la conception d'un embryon afin de favoriser un sexe. **L.M.N.** ::

AU SERVICE DES PERSONNES

en mouvement avec son temps

www.csq.qc.net

Centrale des syndicats du Québec

CSQ

Sauveteurs recherchés!

Aprés plusieurs dégâts d'eau au *Journal de la Rue* et deux expulsions du Café-Graffiti, notre organisme communautaire œuvrant auprès des jeunes marginalisés a décidé d'acquérir un toit permanent. Vous nous aiderez en achetant des briques symboliques à 1$. Des cartes postales réalisées par des jeunes ayant fréquenté le Café-Graffiti sont mises en vente au coût de 1$ chacune (taxes et frais de poste inclus). Douze modèles sont disponibles. À voir sur notre site au www.journaldelarue.com

REFLET de SOCIÉTÉ

Journal de la Rue, 4233, rue Ste-Catherine E.
Montréal, QC, H1V 1X4 514 256-9000
www.journaldelarue.com

par Marie-Claude Bourdon

China Keitetsi, ex-soldate

« Fais un homme de toi, **ma jolie** »

À 9 ans, elle tenait une kalachnikov dans ses mains. À 15 ans, elle accouchait de l'enfant d'un officier. L'histoire de China Keitetsi, c'est celle de milliers de filles soldats dans le monde.

À l'âge où la plupart des enfants apprennent à lire et à compter, China Keitetsi se familiarisait avec le maniement de la kalachnikov. Recrutée de force à l'âge de 9 ans, alors qu'elle fuyait la maison pour échapper aux coups d'un père brutal, la jeune fille a servi pendant 11 ans dans l'armée de résistance de l'Ouganda qui, après la prise du pouvoir par Yoweri Museveni, en 1986, est devenue l'armée gouvernementale ougandaise. Fait peu connu : les filles représentent jusqu'à 40 % des 300 000 enfants soldats dans le monde, selon Amnistie internationale.

> « Quand un commandant te dit : "Ce soir, viens me rejoindre dans ma maison", tu réponds : "Oui, monsieur." »

Pour ces enfants enlevés dans la rue, orphelins ou fugueurs, l'armée devient, paradoxalement, une sorte de famille. « On est prêt à faire n'importe quoi pour attirer l'attention du sergent, y compris tuer des gens ou trahir ses camarades », explique China de sa voix douce. Les filles sont constamment sommées de faire leurs preuves, sous peine d'être traitées de « copines » de l'ennemi. « J'ai fait des choses terribles pour prouver aux garçons de quoi j'étais capable. »

Les filles constituent d'excellentes recrues, note Ariane Brunet, coordonnatrice du programme sur les droits des femmes à Droits et Démocratie, organisme basé à Ottawa. « Comme les garçons, elles tuent et elles volent, mais elles font aussi d'excellentes espionnes, elles cuisinent, elles sont domestiques et, en prime, elles servent d'escla-es sexuelles ! »

Aujourd'hui âgée de 30 ans, China décrit la peur des jeunes soldates qui, le fusil sur l'épaule, anticipent toute la journée le moment où elles devront rejoindre l'officier qui abusera d'elles. « Quand tu es agressée sexuellement, tu te sépares de ton corps et ça laisse une marque indélébile », dit-elle.

« Oui, monsieur »

À 15 ans, China a accouché d'un garçon qu'elle a rapidement dû confier à sa sœur. L'armée ne s'embarrasse pas de

poupons. « J'ai vu des filles dont le lait suintait à travers leur uniforme parce qu'on ne leur permettait pas de nourrir leur bébé », se souvient-elle avec émotion. Les hommes ne reconnaissaient jamais leurs enfants. « Quand tu annonces à un officier que tu es enceinte de lui, il te répond : "Comment peux-tu dire que tu portes mon enfant alors que tu couches avec tout le monde ?" Mais quand un commandant te dit : "Ce soir, viens me rejoindre dans ma maison", tu reponds : "Oui, monsieur", explique-t-elle en mimant le salut militaire. Tu n'as pas le choix. »

Enceinte à nouveau, China décide de fuir l'armée et son pays. Elle doit laisser son fils derrière elle. Brisée de douleur, elle part, terrorisée à l'idée qu'on la retrouve : les déserteurs capturés sont accrochés à un arbre et fusillés devant les troupes, forcées d'assister au spectacle. China a pu se sauver grâce à des amis civils qui lui ont fourni de faux papiers. Elle a pris la fuite en autobus, à travers le Kenya, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, jusqu'en Afrique du Sud.

Dix ans plus tard, la jeune Ougandaise panse ses plaies au Danemark, où on l'a recueillie, il y a trois ans, grâce à l'intervention du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Des psychologues, des travailleurs sociaux ont été affectés pour l'aider. « Au Danemark, j'ai appris à pleurer, car je ne savais pas. Dans l'armée, on se fait traiter de lâche si on pleure. »

En août 2004, son fils est venu la rejoindre et elle espère retrouver bientôt la fille qu'elle a mise au monde pendant son périple jusqu'en Afrique du Sud. Cependant, jouer son rôle de mère est difficile quand on n'a pas eu de modèle pour apprendre à aimer et que la seule famille qu'on a jamais eue, l'armée, nous a volé notre enfance. Jour après jour, China tente de recoller les morceaux. « L'année dernière, je me suis fait percer les oreilles, dit-elle avec un sourire qui illumine son visage, montrant les boules dorées à ses oreilles. Je commence à devenir une femme. C'est ce que je souhaite à tous les enfants soldats, de se retrouver eux-mêmes. »

« Filles soldats, filles soldées »

China Keitetsi, qui a raconté sa vie dans un livre intitulé *La petite fille à la Kalachnikov* (Éditions Complexe, 2004), était de passage à Montréal en septembre dernier, dans le cadre de la campagne d'Amnistie internationale « Filles soldats, filles soldées ». À coups de slogans provocateurs tels que « Fais un homme de toi, ma jolie » ou « T'es une vraie bombe, petite », l'opération vise particulièrement à faire connaître le sort des jeunes filles, qui sont les grandes oubliées des programmes de démobilisation.

« La plupart des programmes de réinsertion financés par les organismes internationaux sont conçus en fonction des garçons et la majorité des centres n'accueillent que ceux-ci », indique Ariane Brunet. Quant aux filles, on continue à faire comme si elles n'existaient pas. On s'attend à ce qu'elles retournent dans leur village et qu'elles se marient. C'est loin d'être aussi simple. Souvent mères célibataires, les ex-soldates ont de grandes difficultés à faire accepter leur passé d'anciennes combattantes.

Pour les personnes comme China – qui organisait des convois à la fin de sa carrière militaire –, il est difficile de se réconcilier avec le sort habituellement réservé aux femmes dans leur société. « Dans l'armée, elles ont eu des responsabilités à exercer, l'occasion de manipuler

« J'ai fait des choses terribles pour prouver aux garçons de quoi j'étais capable. »

des instruments, de lire des cartes, de développer des compétences », dit Ariane Brunet. Sans une formation adaptée aux aptitudes qu'elles ont développées, elles préfèrent parfois garder les armes.

L'action d'Amnistie internationale, menée en collaboration avec l'organisme Droits et Démocratie, vise justement à mobiliser les jeunes des écoles secondaires, des cegeps et des universités pour dénoncer la situation des enfants soldats en général, et venir en aide aux ex-filles soldats. Pendant la campagne, qui cible particulièrement la République démocratique du Congo, les jeunes seront invités à écrire au président Joseph Kabila pour l'encourager à respecter ses engagements internationaux et à procéder à la démobilisation des enfants soldats. Des messages de soutien seront aussi envoyés à des jeunes filles d'un centre de réinsertion de Bukavu, dans l'est du pays.

Cette cause est devenue la raison de vivre de China Keitetsi. Porte-parole internationale des enfants soldats, elle a témoigné de leur sort dans de nombreux médias à travers le monde. Comme elle l'a fait lors de son passage à Montréal, elle se rend régulièrement dans des écoles pour sensibiliser les jeunes au sort de ceux qui n'ont pas la chance de vivre leur jeunesse.

« On dit parfois que les enfants soldats sont des monstres et qu'il n'y a plus rien à faire pour eux, mais c'est faux, dit China. On peut les sauver. Et je repartirai avec le sourire si je pense qu'en venant à Montréal, j'ai contribué à en sauver au moins un. »

Pour plus de renseignements sur la campagne d'Amnistie internationale :
www.amnistie.qc.ca/filles_soldats

par Yasmine Berthou

Un handicap nommé bébé

La maternité est-elle un handicap quand vient le temps de chercher un emploi ? Sans l'ombre d'un doute, confirme une étude de la sociologue américaine Shelley J. Correll.

Intriguée par des enquêtes confirmant que les mères de famille obtiennent un salaire inférieur à celui de leurs collègues sans enfants, la chercheuse a voulu vérifier si ces femmes étaient victimes de discrimination. Elle a donc soumis deux *curriculum vitæ* fictifs à 200 étudiants de l'Université de Cornell (New York). Si les deux candidates au poste de directrice des ventes présentaient des profils similaires, l'une précisait être mère de deux enfants et faire partie d'une association de parents d'élèves. Résultat : 84 % des étudiants se sont déclarés en faveur de la concurrente sans enfants. Ils étaient même prêts à lui offrir un salaire supérieur de 12 000 $!

« Il est clairement apparu que les mères de famille étaient soumises à des critères d'évaluation plus sévères que les autres, explique-t-elle. Lorsque nous avons demandé aux étudiants combien de retards matinaux ou de départs hâtifs ils seraient prêts à tolérer, contre toute attente, une majorité d'entre eux ont déclaré qu'ils accorderaient plus de flexibilité à la postulante n'ayant pas d'enfants à sa charge. »

Et les pères ? La chercheuse a procédé à la même expérience avec des *curriculum vitæ* masculins. Ô surprise ! Loin d'être désavantagés, les pères de famille se sont vu offrir des salaires supérieurs de 4 000 $ à ceux de leurs collègues sans enfants. Ils étaient considérés davantage impliqués dans leur travail et plus fiables.

L'étude de Shelley J. Correll n'ayant pas été menée auprès d'employeurs, il est impossible de conclure à de la discrimination de leur part à l'égard des femmes. La chercheuse croit cependant que la maternité est perçue comme incompatible avec la culture d'entreprise. ::

***Getting a job* : *is there a motherhood penalty* ?, Shelley J. Correll et Stephen Benard, Université de Cornell, janvier 2005.**

http://sociology.princeton.edu/programs/workshops/Correll_Benard_manuscript.pdf

Kilos protecteurs

« Plus une fille de 12-13 ans est grosse, moins il y a de probabilités qu'elle ait une relation sexuelle avant ses 15 ans. »

Annabelle a 14 ans. Elle passe ses soirées à clavarder avec ses copines et commence à reluquer les garçons. Une adolescente comme les autres, quoi. À un détail près : elle a un surplus de poids, comme 11 % des filles de son âge. Conséquence : alors que certaines de ses camarades ont déjà eu des relations sexuelles, elle non. Annabelle est deux fois moins susceptible de « passer à l'acte » avant l'âge de 15 ans que ses copines minces.

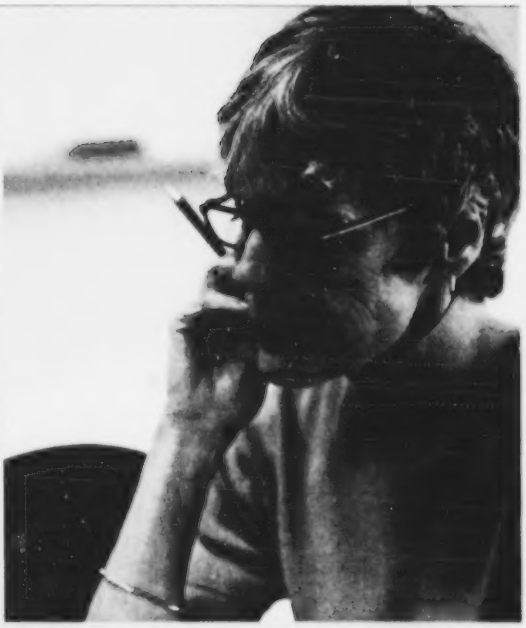
Annabelle est un personnage fictif. Les chiffres, eux, sont bien réels et proviennent de l'étude *Relations sexuelles précoces*, publiée par Statistique Canada. « Plus une fille de 12-13 ans est grosse, moins il y a de probabilités qu'elle ait une relation sexuelle avant ses 15 ans », confirme l'auteur, Didier Garriguet. Pour celles dont le poids est normal, la probabilité est deux fois plus élevée. Fait surprenant, la corpulence n'entre pas en ligne de compte chez les garçons.

Didier Garriguet a recensé d'autres différences selon le sexe. « Chez les filles, la province de résidence, l'âge de la puberté, une faible estime de soi, la consommation de tabac et d'alcool et un poids normal sont des facteurs qui ont un impact sur l'âge des premiers rapports intimes. Par contre, chez les garçons, ce sont l'âge plus avancé (ils ont leur première relation sexuelle plus tardivement que les filles), la mauvaise relation avec les parents, le milieu à faible revenu et l'usage du tabac qui reviennent. »

Fait à noter, c'est au Québec que l'on trouve les jeunes les plus précoces. Plus de 20 % des Québécoises âgées de 14-15 ans affirment avoir déjà fait l'amour. La proportion s'élève à 16 % chez leurs copains. Des chiffres qui se situent bien au-dessus de la moyenne canadienne, soit 12 % pour les garçons et 13 % pour les filles. ::

« Relations sexuelles précoces », Didier Garriguet, *Rapport sur la santé*, vol. 16, n° 3, mai 2005.

Autonomes, les Canadiennes



Au Canada, le nombre de travailleuses autonomes a progressé de 50 % en 15 ans. Les femmes sont plus de 800 000 à œuvrer à leur compte, soit le tiers de ce type de main-d'œuvre. Si le rythme de croissance se maintient à 3,3 % par an, elles seront plus de 1 million en 2010. C'est ce que prévoit une étude de la firme de courtage Marchés mondiaux CIBC.

En 2004, parmi les ex-salariées devenues travailleuses autonomes, seule une sur cinq déclarait s'être réorientée en raison d'un marché de l'emploi défavorable. Mais ont-elles vraiment le choix quand on sait que 60 % d'entre elles ont opté pour ce type d'activité dans l'espoir de mieux concilier travail et famille ? Bref, elles cherchent moins à assurer l'essor de leur mini-entreprise qu'à trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Près d'une travailleuse autonome sur quatre a fait des études universitaires, comparativement à 8,8 % pour l'ensemble des Canadiennes ! Plus éduquées qu'auparavant, elles sont plus nombreuses à exercer des professions libérales ainsi qu'à œuvrer en sciences naturelles et appliquées, en affaires et en finances. Les revenus sont en conséquence. Une sur deux gagne plus que la moyenne des Canadiennes (24 800 $) contre une sur trois en 1989. En 2000, le revenu moyen de la travailleuse autonome à temps plein s'élevait donc à 27 267 $, ce qui représente tout de même 14 730 $ de moins que celui du travailleur autonome.

L'égalité entre les sexes n'est pas encore à l'ordre du jour. Plus de 41 % des femmes propriétaires d'une PME estiment être moins prises au sérieux que leurs homologues masculins. Elles gagnent en moyenne 20 % de moins qu'eux, un écart semblable à celui subi par les salariées. Autre point faible, celles qui œuvrent dans les secteurs traditionnellement dévolus aux femmes, tels que la vente au détail et les services personnels, gagnent beaucoup moins que la moyenne des travailleuses autonomes.

***Les femmes entrepreneures prennent les devants*, Marchés mondiaux CIBC, juin 2005. www.cibc.com/ca/femmesentrepreneures**

Poupoune, la pub

En gros plan, des hommes et des femmes versent de l'huile à bronzer sur des fesses dénudées. Voilà l'idée qu'a eue la compagnie Moosehead Breweries Limited pour faire mousser ses ventes de bière. Le message télévisé était si suggestif que le Conseil des Normes canadiennes de la publicité (NCP) a interdit qu'il soit diffusé avant 21 h...

En 2004, le nombre de plaintes contre les publicités sexuellement explicites a battu des records. Dans leur *Rapport des plaintes contre la publicité en 2004*, le Conseil précise avoir reçu 1 540 griefs (300 de plus qu'en 2003), dont plus de la moitié pour cause de violence ou d'obscénité.

La situation inquiète Josée Brissette, porte-parole de La Meute-Médiaction, un organisme de lutte contre la publicité sexiste. « Satisfaites de voir les publicitaires tenir compte de leurs revendications, les femmes ont cru que le combat était gagné. Elles se sont réjouies trop vite. Les agences sont rapidement retombées dans le piège du sexe qui fait tout vendre. » Selon elle, depuis la dispantion des prix Mentas et Déméntas du Conseil du statut de la femme, qui dénonçaient le sexisme en publicité, on constate un retour des annonces macho.

« Il y a plus de sexe partout aujourd'hui, que ce soit dans les shows télévisés ou sur les affiches publicitaires bordant les autoroutes, admet Janet Feasby, responsable du dossier aux NCP. Nous assistons à un relâchement généralisé et les créateurs ne font que suivre une tendance lourde. »

Pour Sylvain Desrochers, directeur du certificat de publicité à l'Université de Montréal, le seuil de tolérance du public s'est accru. « Au nom de l'humour, l'auditoire est prêt à accepter beaucoup de choses, que ce soit de voir des femmes nues s'étaler sur des panneaux d'affichage ou des hommes présentés comme des êtres pas très brillants dans des publicités télévisées. »

Il semble cependant que le public soit plus sensible aux images dégradantes que le Conseil des NCP. En 2004, sur 850 plaintes, l'organisme n'en a retenu que 35. Ce qui a conduit au retrait de seulement 12 publicités outrageuses...

***Le rapport des plaintes contre la publicité en 2004*, Les Normes canadiennes de la publicité, 2005.**

www.normespub.com

Diane Lavallée, présidente du Conseil du statut de la femme

Claudine Sauvé

Pour que tout le monde en parle

La violence, tout le monde en parle. Sur toutes les tribunes et parfois n'importe comment. D'autant plus que, pour reprendre le dossier de la *Gazette des femmes*, il y a un certain discours à la mode voulant que les femmes soient aussi violentes que les hommes dans le couple.

Entre l'exagération du phénomène de la violence des femmes envers leur conjoint et son déni, où se trouve la vérité ? Cette question, les féministes doivent se la poser. Notre crédibilité passe par le fait de porter un regard lucide sur la situation. Comme le dossier de la *Gazette des femmes* permet d'ailleurs de le faire.

À mon avis, il faut à tout prix éviter de se laisser paralyser par le discours masculiniste, qui monte en épingle la violence des femmes. La tentation est forte de rester sur la défensive, et par conséquent, de ne pas analyser cette violence. Le danger réside justement là : en ne nous appropriant pas ce dossier, nous laissons le champ libre aux personnes qui récupèrent les statistiques de façon erronée.

Mais commençons par le commencement. Tout d'abord, non, les femmes ne sont pas aussi violentes que les hommes dans le couple. Lorsqu'on prend le temps de décortiquer les chiffres et les études, tout nous indique que le type de violence qu'exerce chacun des deux sexes n'est pas de même nature. Les hommes posent généralement des gestes plus graves. Ce sont les femmes qui, majoritairement, subissent des agressions sexuelles, s'absentent du travail ou se retrouvent à l'hôpital à cause de blessures physiques. Dans les pires cas, elles se font tuer.

Cela dit, il faut aussi admettre qu'il y a des femmes violentes. Le dossier de la *Gazette des femmes* nous montre bien le malaise que beaucoup de féministes et d'intervenants sur le terrain éprouvent à l'égard de ce phénomène. Parce qu'il existe une bonne expertise, parce qu'on étudie la question depuis de nombreuses années, il demeure plus facile de traiter les femmes victimes que les femmes « agresseures ». Ces dernières ont pourtant besoin d'aide. Les soutenir, leur offrir des thérapies adaptées à leurs besoins, c'est aussi contribuer à briser le cercle de la violence.

Il faut à tout prix éviter de se laisser paralyser par le discours masculiniste qui monte en épingle la violence des femmes. En ne nous appropriant pas ce dossier, nous laissons le champ libre aux personnes qui récupèrent les statistiques de façon erronée.

Pour le moment, les ressources pour les femmes violentes demeurent rares et peu financées. Les enquêtes et les études manquent aussi. Il importe donc de bien documenter le phénomène. La question de l'intervention policière ainsi que celle des ressources en santé et services sociaux et du milieu communautaire auprès des victimes masculines devraient également faire l'objet d'une attention particulière.

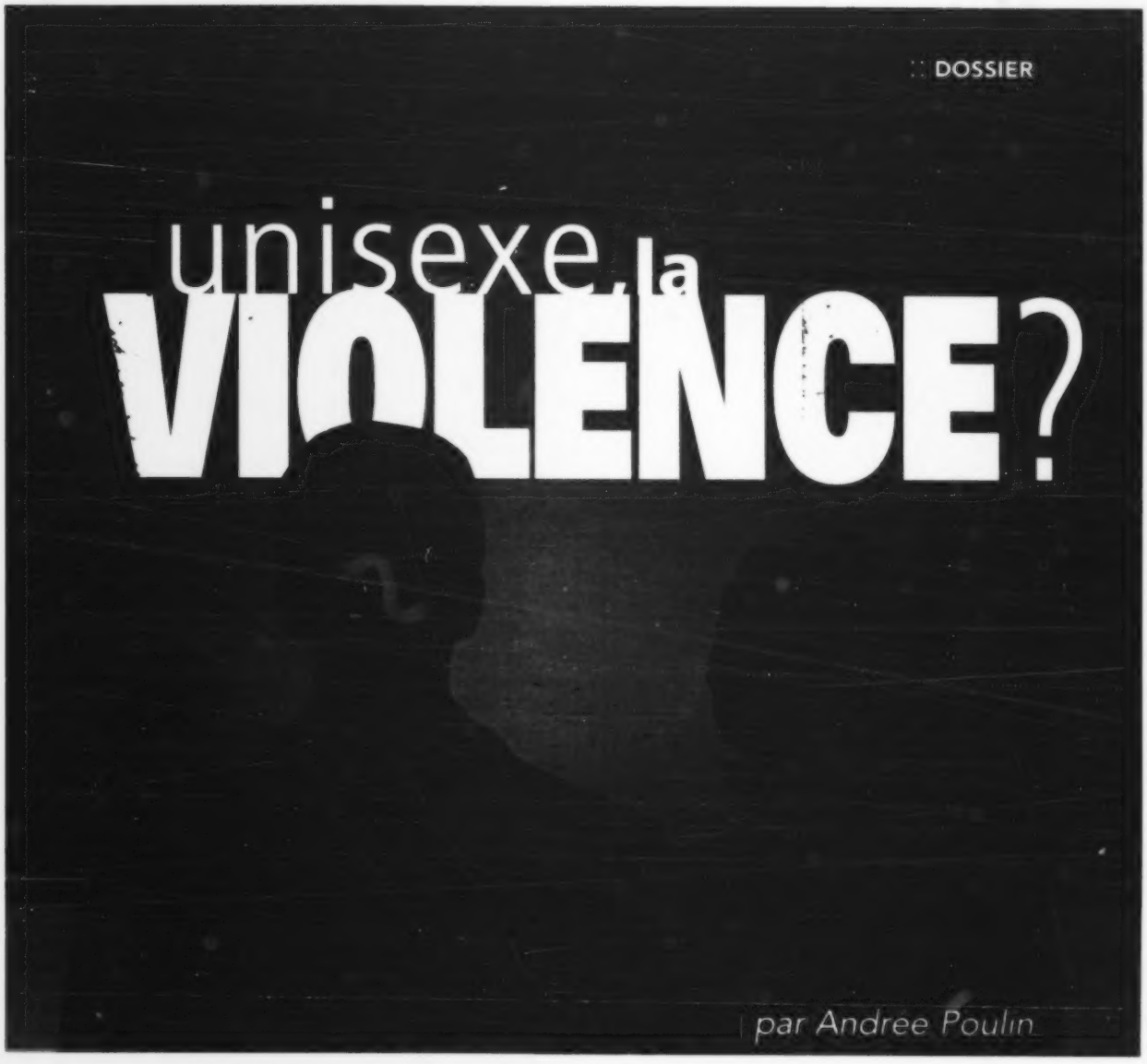
Faire la lumière sur le sujet, oser en parler sur la place publique évitera les dérapages auxquels nous avons droit depuis quelque temps. Aidons les femmes violentes et les hommes réellement victimes sans pour autant laisser croire à une symétrie de la violence. Et continuons à soutenir fortement les femmes violentées et les hommes violents.

Dans un tout autre ordre d'idées, et puisque tout le monde en parle aussi, du moins beaucoup dans les milieux féministes, j'en profite pour féliciter l'équipe de *La Vie en rose*. Ce magazine féministe des années 1980 renaît le temps d'un numéro hors série, 18 ans après sa disparition. Les rédactrices nous proposent 152 pages de souvenirs et de questionnements inachevés. Quand on connaît la rareté de ce genre de presse au Québec, je ne peux que leur dire : chapeau !

Publier un magazine de ce genre relève souvent de l'exploit. D'ailleurs, dans le paysage de la presse féministe, la *Gazette des femmes* demeure la seule survivante. Vous tenez donc entre vos mains une source d'information précieuse. Depuis 26 ans, on y traite en profondeur de sujets peu abordés, sinon effleurés dans les autres médias. Des journalistes de talent y ont pris et y prennent encore la plume sans relâche, dont plusieurs des rédactrices de *La Vie en rose*, pour vous apporter un regard indispensable sur la vie des femmes d'ici et d'ailleurs.

Alors, parlez-en de votre magazine. À vos amies et amis, à vos collègues, à votre famille. Pour qu'il rayonne davantage, il faut que tout le monde en parle !

unisexe, la VIOLENCE ?



par Andree Poulin

C'est le nouveau discours à la mode. Les femmes sont aussi violentes que les hommes dans le couple. Autant d'études le confirment… ou concluent exactement le contraire. Après la guerre des sexes, la guerre des chiffres !

« Il y a autant de femmes violentes que de gars violents, donc le discours charrié sur la violence envers les femmes sert leur cheval de bataille [aux féministes]. » Les propos de Benoit Leroux sur le plateau radio-canadien de *Tout le monde en parle*, en septembre dernier, ont passé comme du beurre dans la poêle. Une tribune en or de 1,8 million de téléspectateurs pour ce masculiniste du groupe Fathers 4 Justice qui s'est fait connaître par son escalade du pont Jacques-Cartier déguisé en Robin.

« Après la mode de "Ces femmes qui aiment trop", voici la mode de "Ces femmes violentes" ! »
Diane Prud'homme

Quelques jours plus tard, Télé-Québec diffusait le documentaire *Pied-de-biche* à l'émission *Dussault débat*. Dans l'échange qui a suivi, les six invités (chercheurs et praticiens) ont unanimement contredit la thèse du film selon laquelle les femmes sont aussi violentes que les hommes.

Le cinéaste Robert Favreau, qui cosigne le film avec Rachel Verdon, défend farouchement son point de vue en entrevue. « Les études américaines arrivent à la conclusion de la symétrie de la violence familiale depuis les années 1970. On cherche encore l'étude qui corrobore que les femmes sont très largement majoritaires comme victimes. Il n'y en a pas. Par rapport à la violence des femmes, nous avons un aveuglement consenti. [...] Changeons notre regard pour nous dire : "Oui, nous sommes vraiment en train de devenir égaux dans nos parts de lumière, mais aussi dans nos parts d'ombre." »

Et la coréalisatrice de renchérir : « Ici, au Québec, nous n'avons gardé que les chiffres de victimologie féminine. »

Même une féministe connue comme la philosophe française Élisabeth Badinter jette de l'huile sur le feu en affirmant que la violence n'a pas de sexe dans un article paru dans *L'Express* de juin dernier.

Déplorant l'utilisation « publicitaire » des statistiques, elle dénonce les enquêtes « partielles et partiales » qui braquent le projecteur sur les femmes victimes et ignorent « délibérément » les hommes victimes. « On charge la barque des violences masculines, on gonfle les chiffres au maximum au point de les défigurer, comme si s'exprimait là le désir inconscient de justifier une condamnation globale de l'autre genre. L'enjeu n'est plus la condamnation des hommes violents, la seule légitime à mes yeux, mais celle des hommes en général. »

Diane Prud'homme, coordonnatrice au Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, est un tantinet sarcastique. « Ça fait 20 ans qu'on entend parler des femmes victimes. Parler des femmes violentes, c'est nouveau, plus sensationnel. Après la mode de "Ces femmes qui aiment trop", après celle de "Les hommes viennent de Mars et les femmes de Vénus", voici la mode de "Ces femmes violentes" ! »

> « Par rapport à la violence des femmes, nous avons un aveuglement consenti. Changeons notre regard : nous sommes vraiment en train de devenir égaux dans nos parts de lumière, mais aussi dans nos parts d'ombre. »
> Robert Favreau

Guerre de chiffres

Qu'en disent les statistiques ? La violence conjugale touche-t-elle vraiment autant les hommes que les femmes ? Au premier coup d'œil, c'est ce que peut laisser croire l'étude *La violence conjugale envers les hommes et les femmes au Québec et au Canada, 1999*, publiée en 2003 par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). « Le recours à la violence physique par le conjoint ou un ex-conjoint est rapporté dans des proportions presque égales par les hommes et les femmes. Le taux de prévalence sur cinq ans de la violence conjugale de la part du conjoint ou d'un ex-conjoint s'établit à 67 % chez les femmes et à 62 % chez les hommes, au Québec. »

Statistique Canada présente des données semblables dans son dernier rapport annuel sur *La violence familiale au Canada* : « Les taux de la violence conjugale infligée par un partenaire, soit actuel ou ancien, au cours de la période de cinq ans se situaient à 7 % pour les femmes et 6 % pour les hommes. »

Facile donc de conclure que les hommes et les femmes sont égaux dans la violence conjugale. Sauf que les statistiques policières disent exactement le contraire. Ainsi, en 1999, sur l'ensemble des victimes de violence de la part d'un partenaire au Canada, 15 % étaient des hommes et 85 %, des femmes. Des proportions que confirme le ministère de la Sécurité publique du Québec, selon lequel les hommes composaient 86 % des auteurs présumés de violence conjugale en 2002.

Cette même année, les Québécoises ont été cinq fois plus victimes d'un crime contre la personne commis par un conjoint, un ex-conjoint ou un ami intime que les hommes. Par ailleurs, les chiffres de Statistique Canada démontrent qu'entre 1974 et 2003, le taux d'homicides sur une conjointe était de quatre à cinq fois plus élevé que sur un conjoint.

Le vrai du faux

Comment démêler le vrai du faux ? « Les rapports statistiques sont longs et complexes. Bien des gens – et bien des journalistes – ne prennent pas la peine de les lire au complet, et certains groupes, anti-féministes notamment, se contentent de prendre les chiffres qui font leur affaire et de sauter à des conclusions hâtives », souligne la chercheuse Lucie Bélanger, du Conseil du statut de la femme (CSF).

Cette dernière a pris le temps d'analyser l'étude de l'ISQ, ce qui a donné lieu à une recherche publiée par le CSF en février dernier (*Ampleur et nature de la violence subie par les femmes et les hommes : analyse sur quelques statistiques concernant la violence conjugale*). Elle a constaté que l'interprétation des données va bien au-delà de ce que laissent croire certaines manchettes réductrices. « L'étude dit que le taux global de prévalence de victimisation (c'est-à-dire de violence subie) au Canada s'élève à 70 pour 1 000 chez les femmes et à 61 pour 1 000 chez les hommes. Les gens ont accroché sur ce chiffre, mais il est trompeur car il n'explique pas la nature des actes, ni la gravité, ni la fréquence ou le contexte de violence. »

L'étude de l'ISQ montre pourtant comment, dans les actes de violence plus sérieux, les différences sont marquées entre hommes et femmes. « En termes de prévalence dans la population étudiée, trois fois plus de femmes que d'hommes ont été battues, près de cinq fois plus ont failli être étranglées, deux fois plus menacées d'une arme et sept fois plus forcées à une activité sexuelle. Autrement dit, 25 % des victimes ont été battues, on a tenté d'étrangler 20 % d'entre elles, 13 % ont été menacées d'une arme et 20 % ont été victimes d'agression sexuelle. Chez les hommes, ces pourcentages sont beaucoup plus faibles, respectivement 10, 4, 8 et 3 % », note Lucie Bélanger.

Denis Laroche, l'auteur de l'étude de l'ISQ, a lui-même pris soin de souligner « les limites de ce type d'enquête transversale, qui ne s'attarde pas aux causes de la violence conjugale ». D'une grande prudence, insistant pour répondre aux questions de la *Gazette des femmes* par courriel, il écrit : « De telles enquêtes permettent uniquement de dresser un portrait statistique de la prévalence de la violence conjugale, de ses conséquences, de même que des caractéristiques des victimes et de leurs réactions suite à une situation de violence. » En outre, il consacre plusieurs chapitres à l'asymétrie des conséquences de la violence conjugale, signalant qu'elle risque davantage de causer des blessures chez les femmes que chez les hommes.

« Les données montrent que la violence à l'encontre des conjointes s'exerce principalement dans un contexte de domination, alors que celle subie par les hommes se situe le plus souvent dans le cadre de conflits de nature plus ponctuelle. Bref, la première relève plus souvent d'une dynamique de terrorisme conjugal – c'est-à-dire d'une véritable violence conjugale telle qu'elle est définie par la Politique québécoise d'intervention en matière de violence conjugale – par opposition à une situation de violence situationnelle », fait valoir Lucie Bélanger.

Friands de chiffres-chocs, bien des médias ne s'encombrent pas de telles nuances et présentent partiellement les statistiques. « La violence conjugale frappe presque autant les hommes que les femmes », titrait *Le Devoir* du 8 décembre 2003 à la suite de la diffusion du rapport de l'ISQ. Ce qui indigne le psychologue Rudolph Rausch, formateur en violence conjugale et familiale, qui traite des femmes et des hommes violents depuis plus de 20 ans dans sa clinique privée à Montréal. « Je déplore la paresse intellectuelle de plusieurs médias qui répètent *ad nauseam* cette fameuse notion de la symétrie de la violence sans préciser de quoi on parle au juste. »

La recherche n'est pas neutre

Autre pierre d'achoppement : la méthodologie des recherches qui concluent à la symétrie de la violence entre les hommes et les femmes est fortement critiquée. « Presque toutes ces études ont été effectuées à l'aide de l'échelle de tactiques de conflit (*Conflict Tactics Scale*). Il s'agit d'un instrument extrêmement limité et superficiel. Ce qui est désolant, c'est que certains chercheurs et des soi-disant experts négligent de souligner les limites de cette méthodologie », fait valoir Rudolph Rausch.

Le « père » de cet instrument si controversé est le sociologue américain Murray Straus, dont l'équipe a publié à la fin des années 1970 une étude hautement médiatisée sur la violence dans la famille. Selon cette grille d'analyse, les données sont recoltées par un sondage téléphonique sur la façon dont les couples règlent leurs conflits.

Première limite de la méthodologie : le sondage téléphonique qui restreint la durée des réponses. En outre, il y a de fortes possibilités que les conjoints soient en présence l'un de l'autre quand ils répondent aux questions. « L'homme qui a commis un acte de violence très grave va-t-il admettre au téléphone et devant sa conjointe qu'il l'a

« Il faut comparer des pommes avec des pommes. Est-ce qu'on voit souvent un homme à l'urgence avec une fracture de la mâchoire et un bassin défoncé parce qu'il s'est fait battre par sa conjointe ? »
Ruth Gagnon

frappée ? » demande Françoise Guay. La sociologue, chargée de cours à l'Université de Montréal, remet en question cette méthodologie dans son étude *La question de la symétrie dans les enquêtes sur la violence dans le couple et les relations amoureuses* (2005), qu'elle cosigne avec Dominique Damant, de l'Université Laval.

Autre limite de l'échelle de tactiques de conflit : elle mesure uniquement le nombre d'actes de violence admis par le sujet, sans égard à la gravité des situations, à l'intention, aux blessures ou à l'impact psychologique des gestes. De plus, elle ne tient pas compte d'autres formes de violence comme les agressions sexuelles et la violence psychologique.

Bref, cette méthodologie peut facilement déformer la réalité, comme le démontre Rudolph Rausch. « Si une femme agressée par son partenaire le pousse pour se libérer, chacun récoltera un point sur l'échelle. Si une femme griffe son conjoint parce qu'il vient de battre ses enfants, l'échelle affichera une note d'un point pour madame et de zéro pour monsieur », explique-t-il dans l'ouvrage *Violence conjugale : des spécialistes se prononcent* (Éditions du remue-ménage, 2005).

Or, la violence dans le couple ne se mesure pas juste en coups, met en garde Diane Prud'homme. « Ce type de recherche ne dit pas qui amorce le geste et qui a une intention. » Un élément pourtant crucial, surtout que de nombreuses études ont déjà démontré que les femmes qui portent un geste violent le font souvent pour riposter ou se défendre.

« Ce portrait change du tout au tout lorsqu'on considère des situations plus graves, comme battre, étrangler ou donner des coups qui entrainent des blessures, remarque Françoise Guay. On retrouve alors chaque fois plus d'hommes que de femmes, de façon statistiquement significative. »

Les chiffres que rapporte l'étude de l'ISQ sont éloquents : alors que 72 600 femmes victimes de violence conjugale ont dû recevoir des soins médicaux à l'hôpital… ce nombre est trop faible pour apparaître dans les statistiques chez les hommes victimes. Et 8 % des hommes violentés (41 000), contre 38 % des femmes (258 700), ont craint pour leur vie. Trente-deux pour cent des femmes (219 700) contre 10 % des hommes (53 200) qui se sont fait tabasser ont dû s'absenter du travail ou cesser leurs activités quotidiennes. Autre différence sérieuse : 34 % des femmes avouent que la peur du conjoint a joué dans leur décision de ne pas faire appel à la police.

« Nous sommes dans un contexte de ressac : afin de réaffirmer la domination masculine face aux avancées du féminisme, on grossit le phénomène de la violence des femmes et on y appose des analyses tronquées. »
Vanessa Watremez

Cet aspect ne compte à peu près pas pour les hommes. « Ce n'est pas de la symétrie mais bien de l'asymétrie pure ! » s'exclame la chercheuse Lucie Bélanger.

« Le constat sur la symétrie de la violence est très fallacieux, dit la criminologue Sylvie Frigon, de l'Université d'Ottawa, spécialisée dans la question des femmes judiciarisées. Méthodologiquement, il y a un énorme problème de compilation. On comptabilise la violence par des gestes comme pincer ou tirer les cheveux. Mais la gravité du geste est importante et les hommes utilisent des moyens beaucoup plus létaux. »

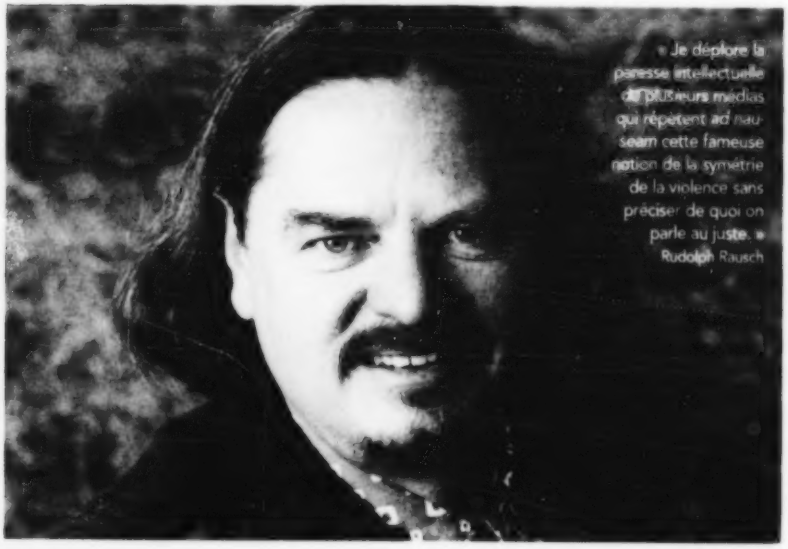
Ruth Gagnon, directrice générale depuis 16 ans de la Société Elizabeth Fry, une organisation qui vient en aide aux femmes confrontées au système de justice pénale, ne comprend pas qu'on puisse mettre sur un même pied d'égalité l'agressivité masculine et féminine. « Il faut comparer des pommes avec des pommes. A-t-on vu beaucoup de faits divers rapportant qu'une femme au volant de sa voiture a tiré à bout portant sur son conjoint avec une arme à feu ? Est-ce qu'on voit souvent un homme à l'urgence avec une fracture de la mâchoire et un bassin défoncé parce qu'il s'est fait battre par sa conjointe ? »

Dans son plus récent rapport annuel sur la violence familiale, Statistique Canada a utilisé une échelle modifiée de tactiques de conflit, corrigeant ainsi plusieurs problèmes associés à l'instrument. Il y est écrit noir sur blanc : « Même si des proportions relativement égales de femmes et d'hommes signalent certaines formes de violence conjugale, les femmes continuent à être victimes

d'actes de violence conjugale plus graves et plus fréquents que les hommes, et elles subissent des conséquences plus graves suite à ces actes de violence. »

Pourquoi persiste-t-on à utiliser une méthodologie si contestée qui colporte la notion de la symétrie de la violence ? Rudolph Rausch constate « un manque de rigueur intellectuelle et d'éthique professionnelle chez certains chercheurs. Depuis 30 ans que ça dure, c'est difficile d'être indulgent ! »

Le psychologue y voit une déresponsabilisation de la part des hommes. « Il y a un énorme inconfort à s'identifier à une classe dominante et opprimante. Ça met un baume sur notre conscience collective de penser que la violence n'est pas "genrée". Comme hommes, ça fait bien plus notre affaire de croire que les femmes sont aussi violentes que nous. »



« Je déplore la paresse intellectuelle de plusieurs médias qui répètent ad nauseam cette fameuse notion de la symétrie de la violence sans préciser de quoi on parle au juste. »
Rudolph Rausch

Chez les praticiens, notamment ceux qui travaillent auprès des femmes victimes de violence, on rejette en bloc la thèse de la symétrie. « Pour que les maisons d'hébergement soient pleines à ce point, c'est clair que la violence des femmes n'a pas l'ampleur de celle des hommes ! » s'exclame Diane Prud'homme. Vrai que plus de 95 000 femmes et enfants ont été admis dans les 500 maisons d'hébergement que compte le pays (dont environ une centaine au Québec) en 2003, d'après Statistique Canada.

Et le public dans tout ça ? Y croit-il, à cette violence unisexe, à ces statistiques qui ont une allure de scientificité ? Chose certaine, elles sèment le doute dans l'esprit des gens, s'inquiète Françoise Guay. « Parce qu'elles se présentent sous forme simple, d'apparence objective, facile à diffuser dans les médias et à assimiler par l'opinion publique, les statistiques ont un impact important sur les représentations sociales de la violence dans un contexte conjugal. »

Lors des formations qu'il offre aux intervenants auprès des agresseurs, Rudolph Rausch rencontre fréquemment des gens qui adhèrent à la thèse de la symétrie de la violence dans le couple. « Dans presque toutes les sessions, on a des groupes de policiers, de professionnels éduqués qui y croient. Il ne faut pas alors s'étonner qu'un grand nombre de citoyens ordinaires y croient aussi, surtout si des académiciens persistent à véhiculer cette information. »

Effets pernicieux

La thèse de la symétrie de la violence a des effets pernicieux chez les femmes victimes de violence, déplore Rudolph Rausch. Les études démontrent en effet qu'elles ont tendance à « surestimer leur propre violence et à sous-estimer celle dont elles sont victimes. Chez les hommes, c'est le contraire : ils ont tendance à minimiser leur violence et à exagérer leur victimisation. »

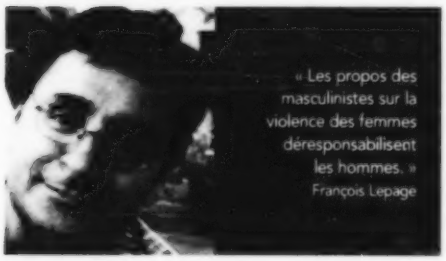
« Environ 75 % des femmes qui arrivent en maison d'hébergement se disent violentes alors qu'elles ne le sont pas, confirme Diane Prud'homme. Pour elles, ce n'est pas acceptable de peter les plombs. La victime va dire : "Moi aussi je suis violente", car elle s'est défendue. Alors que l'agresseur, qu'il soit homme ou femme, nie la violence qu'il exerce. »

Rudolph Rausch observe cette tendance dans sa clinique. « J'ai reçu des femmes qui affichaient une détresse importante et se dénonçaient comme étant violentes. Lorsque je commençais à faire la collecte de données, je voyais qu'elles avaient posé un geste violent (pousser leur partenaire, gifler, etc.) pour se défendre ou se protéger. Ces femmes étaient aussi des victimes de harcèlement psychologique ou de contrôle. »

Récupération masculiniste

Les groupes anti-féministes ne manquent pas de récupérer et de publiciser la notion de la symétrie en violence conjugale. Les chiffres, la plupart du temps cités hors contexte, sans nuances ni explications quant à la méthodologie, tapissent les sites Web dits masculinistes, qui se démarquent par leurs propos extrémistes et démagogiques.

Par exemple, le site de BC Fathers (www.fathers.bc.ca) présente une bibliographie commentée de 95 recherches, chacune résumée en un paragraphe, démontrant que les femmes sont plus violentes que les hommes.



Sur un ton accusateur, le lobby masculiniste dénonce le manque de soutien financier aux hommes victimes de violence. De la violence des femmes à la question de la garde des enfants, il n'y a qu'un pas que les masculinistes franchissent allègrement, surtout que ces organismes ont souvent été créés par des pères regroupés pour réclamer justice.

On constate le même glissement dans le documentaire *Pied-de-biche*, qui a pour sujet la violence des femmes, mais qui se termine avec une longue charge sur la prétendue propension des tribunaux à trop souvent accorder la garde exclusive des enfants à leur mère.

La sociologue Vanessa Watremez, présidente de l'organisme français Association d'interventions, de recherches et de lutte contre la violence dans les relations lesbiennes et à l'égard des lesbiennes, constate déjà un recul pour les femmes. « Derrière l'assertion "Les femmes sont tout aussi violentes que les hommes" se profile l'idée de la désexualisation des violences qui traduirait le fait d'une égalité récente entre les sexes. Ce n'est malheureusement pas le cas. Bien au contraire, nous sommes dans un contexte de ressac : afin de réaffirmer la domination masculine face aux avancées du féminisme, on grossit le phénomène de la violence des femmes et on y appose des analyses tronquées. »

« Le danger d'une représentation de la violence comme étant symétrique, c'est que monsieur et madame Tout-le-monde se disent : "Si c'est équivalent, ce n'est pas nécessaire d'aider davantage les femmes" », met en garde la sociologue Françoise Guay.

Le concepteur de l'échelle de tactiques de conflit, Straus lui-même, a très bien compris que ses études pouvaient servir à des fins politiques et a désavoué ces tentatives. En 1999, il écrivait que ses études sur la violence dans le couple avaient été mal rapportées et interprétées. Il déclarait aussi que les groupes d'intérêt et les législateurs commettaient une grande injustice s'ils utilisaient ces statistiques pour minimiser les besoins des femmes violentées.

« Les groupes masculinistes réinterprètent les statistiques. Ils ont un lobby puissant et ma crainte, c'est qu'on leur donne beaucoup de crédibilité, sans faire une analyse soutenue de leurs propos. »
Manon Monastesse

Propagande efficace ?

Au sein des groupes de femmes, on prend la menace masculiniste très au sérieux, bien que certains en soient encore à l'étape de se demander comment réagir à leurs attaques.

« Le discours anti-féministe est tellement peu sensé que nous avions d'abord décidé de l'ignorer », dit Odile Boisclair, travailleuse communautaire à l'R des centres de femmes du Québec, un regroupement de 98 centres de femmes partout au Québec. « Mais c'est un mouvement qui prend de l'ampleur et qui sévit très fort dans les pays industrialisés. Les médias lui font beaucoup de place et ce discours est crédible pour une certaine partie de la population. Alors on a commencé à se pencher sur la question dans nos plans d'action. »

Le manque de réactions critiques à l'égard du discours masculiniste inquiète Manon Monastesse, coordonnatrice à la Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval. « Les groupes masculinistes réinterprètent les statistiques. C'est contestable et contesté. Mais ils ont un lobby puissant et ma crainte, c'est qu'on leur donne beaucoup de crédibilité, sans faire une analyse soutenue de leurs propos. Il semble y avoir peu de gens, dans le public en général et chez les spécialistes, qui disent : "Un instant, on va en discuter." »

« Si je me fie à ce que m'a dit ma clientèle masculine, plusieurs se sont sentis interpellés par les militants de Fathers 4 Justice qui ont grimpé au sommet du pont Jacques-Cartier, dit Rudolph Rausch. Comme instrument de propagande, c'est très efficace. À force d'entendre la même désinformation à répétition, quant à la symétrie de la violence et la supposée discrimination systématique à l'égard de la garde des enfants par les pères, plusieurs hommes commencent à croire qu'ils sont victimes de discrimination. Quand les messages sont passés de façon habile, ça peut déstabiliser des gens. »

D'après François Lepage, responsable clinique au groupe Option, un organisme communautaire de Montréal qui offre des services psychothérapeutiques aux femmes et aux hommes violents (www.optionalternative.ca), les propos des masculinistes peuvent avoir d'autres effets pernicieux : banaliser la violence faite aux femmes et déresponsabiliser les hommes. « C'est délicat de parler en public de la violence des femmes, car on récupère souvent ce discours et on fait en sorte que les hommes disent : "C'est pour ça que j'ai été violent." »

Débats stériles

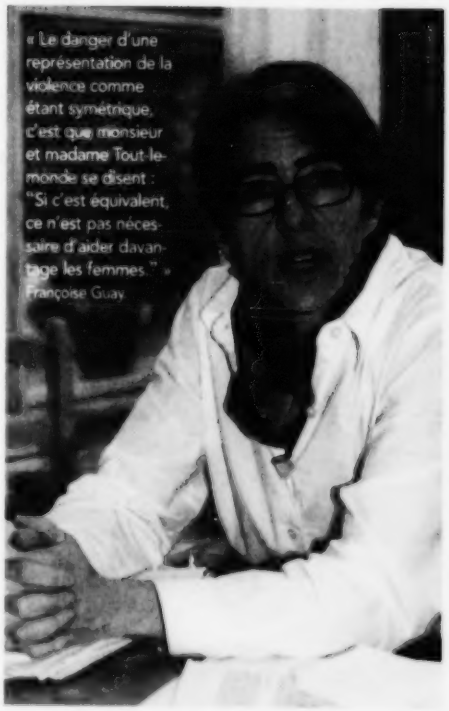
Le lobby des masculinistes ne donne aucun signe d'essoufflement et continue de claironner sur toutes les tribunes la thèse de la symétrie de la violence conjugale. Débordés et sous-financés, les groupes de femmes ont-ils de l'énergie à consacrer à cette guerre de statistiques ?

« Ce faux débat nous gruge un temps fou », soupire Diane Prud'homme. En bonne praticienne qui voudrait faire avancer les choses, Manon Monastesse déplore la stérilité de cette polémique. « Le débat se situe sur le plan statistique alors qu'il devrait être analytique. Nous avons besoin d'une analyse plus serrée de la violence, qui aiderait les intervenants dans leur pratique. Ce serait un débat beaucoup plus fertile. »

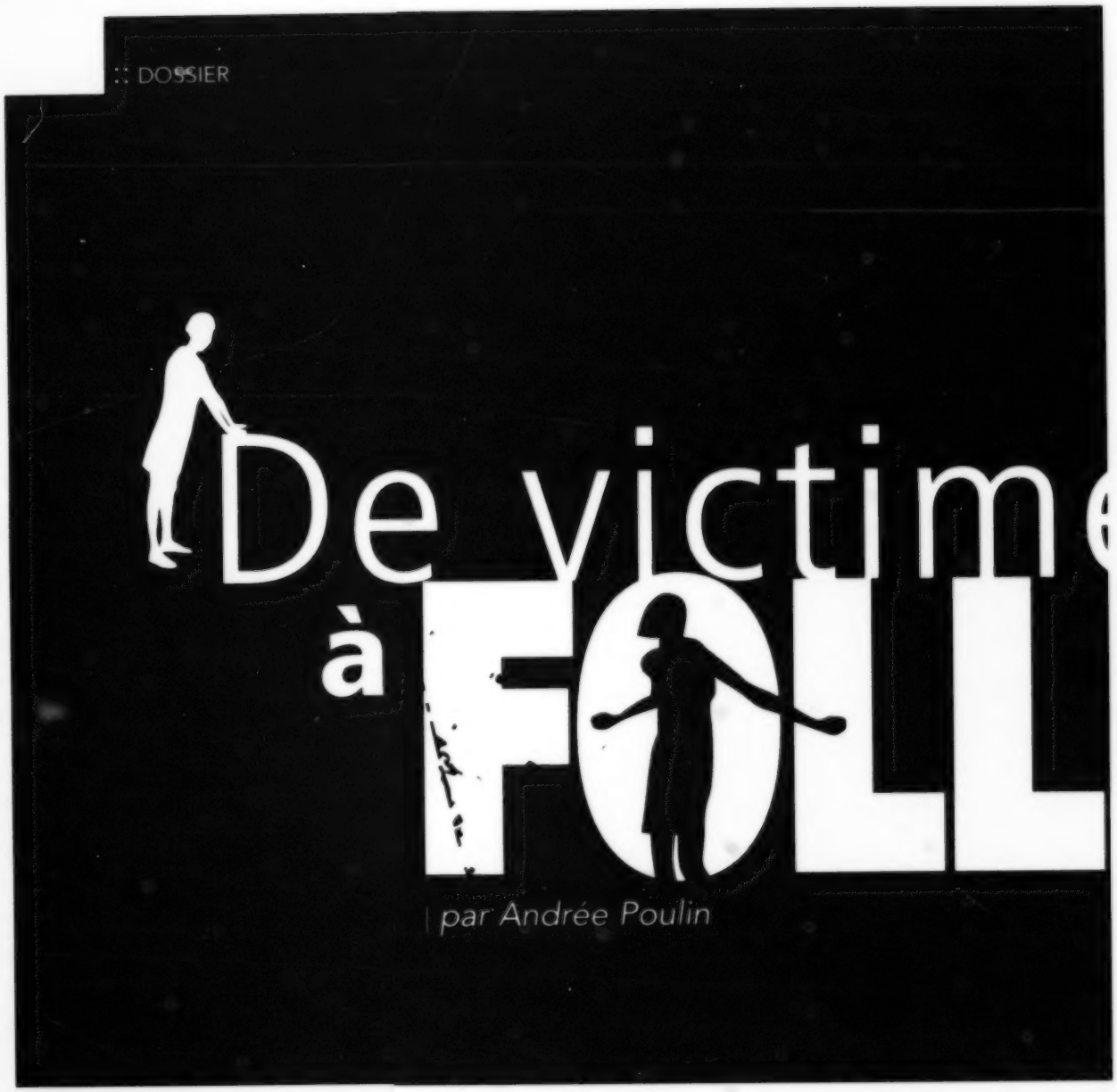
Et pendant ce temps, on oublie les principales victimes de la violence des femmes : les hommes. La sociologue Françoise Guay relève le paradoxe : « Ceux qui font la promotion de la symétrie de la violence conjugale se préoccupent relativement peu des hommes victimes. Ça leur importe plus de montrer que les femmes sont violentes que d'aider ces derniers. »

« Pourtant, leur détresse ne peut être ignorée », conclut l'étude du CSF, qui rapporte que six fois moins d'hommes (4 % seulement) que de femmes victimes de violence grave reçoivent du soutien d'un centre d'aide ou d'hébergement.

Le Centre national d'information sur la violence dans la famille a fait un premier pas dans cette direction en offrant un *Répertoire des services et programmes pour hommes violentés au Canada* (http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/violencefamiliale/).



« Le danger d'une représentation de la violence comme étant symétrique, c'est que monsieur et madame Tout-le-monde se disent : "Si c'est équivalent, ce n'est pas nécessaire d'aider davantage les femmes." »
Françoise Guay



De victime à FOLLE

par Andrée Poulin

« Le féminisme brandit toujours le spectre de la femme victime et de l'homme agresseur. Ça m'agace souverainement. Le préjugé de base que les femmes ne sont pas violentes est extrêmement enraciné. Notre biais de départ, c'est que le gars n'est pas correct et que la fille fait donc pitié. Mais le mal n'a pas été donné qu'aux hommes et la bonté, qu'aux femmes exclusivement ! »

Les

Déni, banalisation ou exagération, la perception de la violence des femmes ressemble à autant d'images reflétées par un miroir déformant.

C'est parce qu'elle en avait marre du discours sur les femmes victimes que la cinéaste Rachel Verdon a coréalisé avec Robert Favreau *Pied-de-biche*, un documentaire sur les femmes violentes. Ils se sont butés à une certaine résistance lors de leur recherche et à des hésitations de la part des investisseurs. « Les gens nous disaient : "Vous êtes courageux. Vous ne vous ferez pas aimer." Ils avaient perçu qu'il y aurait une levée de boucliers face à ce tabou », dit Robert Favreau.

La criminologue Sylvie Frigon est catégorique : les féministes nient la violence des femmes. « Certaines de mes collègues féministes, activistes et praticiennes, ne veulent pas toucher à cela. Elles disent que d'en parler rend le phénomène plus important. Une féministe connue m'a dit : "Vos femmes violentes nous font peur." D'autres ne veulent pas se renseigner sur le sujet, car elles disent que c'est marginal. »

Même son de cloche chez la psychothérapeute Marise Bouchard, qui travaille auprès des femmes violentes à la Maison de la famille de Québec. Elle-même a déjà eu des comportements violents. Quand elle s'est présentée dans un centre de femmes, il y a 15 ans, en se déclarant violente physiquement, on a refusé de la croire. « Je trouve dommage que les féministes nient cette violence. Ça n'enlève rien à la crédibilité et à la force du mouvement féministe que les femmes puissent être violentes. »

« Les femmes nous arrivent dans la honte et la culpabilité. La dernière chose à leur dire, c'est qu'elles sont folles. »
Annie Simard

Ironiquement, elle-même a dû surmonter ses propres préjugés. « J'offre un atelier sur l'agressivité féminine depuis cinq ans. Je m'imaginais recevoir des femmes *rock'n'roll*, avec des *piercings*, habillées en noir, grassettes et masculines. Ce n'est pas du tout le cas. Des femmes menues, féminines, bien mises : j'ai vu de tout, car la violence touche toutes les classes sociales. »

De son côté, la directrice de la Société Elizabeth Fry croit qu'il s'agit d'un malaise plutôt que d'un déni. « Tout ce qui touche à la violence féminine rend les gens mal à l'aise, autant les hommes que les femmes. Nous avons 50 ans d'analyse historique sur la violence masculine, alors que les femmes violentes, c'est un nouveau concept. Je ne pense pas que les féministes nient cette violence. Elles sont plutôt préoccupées par des sujets qui touchent l'ensemble des femmes : pauvreté, accessibilité aux garderies, équité salariale », dit Ruth Gagnon.

Sur le terrain, on reconnaît le malaise. François Lepage est responsable clinique au groupe Option de Montréal, qui travaille auprès des femmes et des hommes violents depuis 1986. « Lors des formations, les intervenants nous disent : "Je ne suis pas à l'aise quand une femme parle de sa violence." On entretient encore le stéréotype qu'il faut être sensible à la souffrance des femmes victimes, mais celles qui sont violentes vivent aussi de la souffrance et ont besoin d'être aidées. »

« En fait, il y a une difficulté à parler des femmes violentes, même dans les milieux d'intervention, parce qu'on craint que cela soit récupéré par d'autres groupes », explique Manon Monastesse, coordonnatrice à la Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval.

Un point de vue que partage Vanessa Watremez, présidente de l'organisme français Association d'interventions, de recherches et de lutte contre la violence dans les relations lesbiennes et à l'égard des lesbiennes. « Comme pour tout phénomène émergeant sur la scène sociale et politique, on avance à tâtons à travers un ensemble de mythes qu'il nous faut parvenir à déconstruire. Si la violence des femmes est restée longtemps taboue, c'est parce que nous savions qu'elle pouvait être réinterprétée à mauvais escient et devenir une arme contre toutes les femmes. Les craintes se vérifient concrètement aujourd'hui à travers l'usage que les masculinistes font de ce phénomène. »

Suite p. 26

L'hystérie **Homolka**

La violence des femmes est un sujet en or pour les médias. Surtout lorsque cette violence est spectaculaire. À preuve, l'hystérie survenue l'été dernier lors de la libération de Karla Homolka, emprisonnée depuis 1993 pour son rôle dans les meurtres de deux adolescentes.

« Une femme violente, c'est tellement inusité que ça devient un événement, analyse Mario Cardinal, journaliste et ancien ombudsman de Radio-Canada,

Des journalistes traquent Karla Homolka à la prison de Joliette, en juin dernier.

auteur du livre *Il ne faut pas toujours croire les journalistes* (Bayard Canada, 2005). Le cas Homolka était un gigantesque fait divers qui permettait tous les sensationnalismes possibles. La population est friande de ces histoires sordides… »

Le 4 juillet dernier, Karla Homolka a dû se tapir au fond d'un véhicule pour quitter le pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines, assailli par les journalistes. Les médias l'ont prise en chasse, cherchant à découvrir son lieu de résidence à Montréal. Ils l'ont trouvée quelques semaines plus tard : son employeur l'avait dénoncée. « Quand elle est sortie de prison, on a lâché les chiens, s'indigne Mario Cardinal. Cette femme avait purgé sa peine, mais les gens ont présumé qu'elle allait récidiver. Il y a eu un procès d'intention. »

« Était-ce informer la population que de la montrer avec un chien dans un endroit public ? De montrer le CLSC où elle recevait des services ? En stigmatisant Karla Homolka, les médias ont handicapé sa réinsertion sociale », proteste Ruth Gagnon, directrice de la Société Elizabeth Fry, un organisme voué aux détenues, dont Homolka.

Au plus fort de la tempête médiatique, Ruth Gagnon s'est retrouvée sur la ligne de feu. Invitée à plusieurs reprises à l'émission *Le Point*, à Radio-Canada, elle a refusé de s'y présenter. « Si l'objectif avait été d'amener la société à se poser des questions sur les services offerts aux femmes violentes, sur notre responsabilité collective à leur égard, j'y serais allée. Mais le contenu ne permettait pas d'expliquer les choses, juste d'alimenter le voyeurisme. Interpréter le sourire de Karla, ce n'est pas de l'information ! »

L'aversion de la population à l'égard d'Homolka était si forte que la Société Elizabeth Fry a dû adapter son discours. « Si je parlais de sa victimisation, je suscitais une réaction contraire. Les gens voulaient juste entendre parler de la protection du public. On a donc dit : "Pour que la société soit en sécurité, il faut permettre à des organismes comme le nôtre d'aider à la réinsertion de Karla Homolka" », explique Ruth Gagnon.

Pour Sylvie Frigon, criminologue à l'Université d'Ottawa, auteure du livre *L'homicide conjugal au féminin* (Éditions du remue-ménage, 2003), Karla Homolka est devenue l'image même du diable. « Elle cristallise les peurs créées par le cinéma hollywoodien à la *Fatal Attraction* [*Liaison fatale*, 1987, avec Glenn Close], un genre fort exploité mettant en scène des femmes sexy ultra-violentes, des *super bitch killer beauties*. » Porter un jugement professionnel nuancé sur l'affaire s'est avéré difficile. « Mes amis me disaient : "Voyons, tu ne vas pas protéger cette femme ?" Prendre position pour elle, c'était risquer ma crédibilité. »

> « Karla cristallise les peurs créées par le cinéma hollywoodien à la *Fatal Attraction*, un genre fort exploité mettant en scène des femmes sexy ultra-violentes, des *super bitch killer beauties*. » Sylvie Frigon

Jennifer Kilty, étudiante à l'Université d'Ottawa, a consacré à Homolka sa thèse de maîtrise en criminologie. Elle considère que la célèbre criminelle était autant en danger que dangereuse. « Karla Homolka a vécu avec un sadique pendant six ans. Elle a subi de la violence physique et psychologique. Elle n'est pas uniquement victime ou uniquement monstre, mais les gens n'arrivent pas à voir au-delà de ses gestes. » Des citoyens ont même fait circuler une pétition pour exiger qu'elle ne s'installe pas dans leur quartier.

Plusieurs observateurs estiment que Karla Homolka a été injustement traitée. « Pourquoi s'acharne-t-on sur elle alors qu'on ne le fait pas sur des hommes qui ont commis des crimes crapuleux ? On lui a même refusé la libération conditionnelle, qui est le cheminement usuel des détenus », remarque Nathalie Duhamel, qui était directrice de la Société Elizabeth Fry au moment où l'ex-prisonnière a été transférée de la prison de Kingston, en Ontario, à celle de Joliette, au Québec, en 1997.

« La violence commise par les femmes étant plus rare, elle est entourée de préjugés et de fascination, reconnaît Sylvie Frigon, de l'Université d'Ottawa. Les femmes qui y recourent sont dissonantes. » Dans sa présentation (*Les femmes auteures de violence : au-delà des tabous*) faite au 4e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle, tenu en juillet dernier à l'Université d'Ottawa, la criminologue démontre qu'il existe des biais importants dans les perceptions de la violence des femmes. « Le moindre écart par rapport à l'image qu'on se fait d'une femme entraîne aussitôt une condamnation irréfutable de l'opinion publique, une intolérance que ne vivent pas les hommes. La réinsertion de Mme Homolka en est un exemple. »

D'amusante à anormale

Curieusement, quand la violence des femmes n'est pas occultée, elle est banalisée. Comme si elle était « moins "grave", parfois même amusante », souligne la criminologue Margaret Shaw, du Centre international pour la prévention de la criminalité. « Par exemple, les médias montrent souvent des femmes qui frappent des hommes sans que cela ait beaucoup de conséquences. »

La sociologue Françoise Guay, doctorante à l'Université de Montréal, a remarqué le même phénomène. « Dans les représentations populaires, nous ne sommes pas trop dérangés par certains comportements violents des femmes. Dans l'émission *Un gars, une fille*, le personnage de Sylvie donne des claques à son conjoint à quelques reprises. Personne ne s'en émeut. »

Par contre, les comportements très violents sont perçus comme étant carrément anormaux. Dans une étude qu'elle a menée pour le Service correctionnel du Canada, Margaret Shaw note que les criminologues présentent les femmes violentes selon trois stéréotypes : démons masculinisés (pas des vraies femmes), déprimées (incapables de faire face aux pressions sociales) ou folles (elles ne savent pas ce qu'elles font). Selon elle, cette sursimplification des causes de la violence des femmes en limite notre compréhension.

Et les femmes violentes s'en ressentent, confirme Annie Simard du groupe Option. « Les femmes nous arrivent dans la honte et la culpabilité. La dernière chose à leur dire, c'est qu'elles sont folles. Elles reçoivent souvent le message qu'elles sont à part des autres femmes. »

« On n'accepte pas la colère et la perte de contrôle chez les femmes. On les veut passives, en vraies victimes. L'image de la sainte est encore très forte, observe Nathalie Duhamel, présidente du collectif La Corriveau, Centre de recherche et d'action sur les femmes marginalisées et criminalisées. Et quand une femme réagit ou se défend, on a tendance à la responsabiliser. »

« Le féminisme brandit toujours le spectre de la femme victime et de l'homme agresseur. Ça m'agace souverainement. »
Rachel Verdon

Elle donne l'exemple de l'actrice Marie Trintignant, décédée l'an dernier des suites des coups de son conjoint Bertrand Cantat, le chanteur du groupe Noir Désir. « Dans la couverture médiatique, il a été rapporté que "madame répondait". Mais qui a perdu la maîtrise de soi au point de la battre à mort ? »

Suite p. 28

Avec vous depuis plus de 30 ans

2005 Le grand saut • 2005 Encore ! • 2004 Perdues dans le trafic • 2004 Tout feu, tout femme • 2003 Le vent dans les voiles
2002 Trop sur le dos, gros sur le cœur • 2001 Ce que femme peut • 2000 La mammo... quel scénario ! • 1999 Une non-tradition dans la famille
1997 La vie au vestiaire • 1996 J'en connais une • 1995 Arrête M'Marcel • 1993 Les bleus amoureux • 1991 Le plafond de verre
1988 L'égalité brille pour tout le monde • 1986 Ça crève les yeux, ça crève le cœur • 1985 L'égale en affaires • 1984 Pensions-y bien
1982 Moi c'est pas pareil... j'travaille • 1981 Ben voyons bébé... y'a rien là • 1980 Un mômon de congé • 1978 J'en ai ma claque... moi aussi

DU THÉÂTRE POUR LE 8 MARS

THÉÂTRE PARMINOU
RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT !
(819) 758-0577 - Louise Duquette - poste 28 - www.parminou.com

Ces femmes qui battent leur *blonde*

Le taux de violence conjugale chez les lesbiennes est le double de celui des hétérosexuelles. Explications.

D'après Statistique Canada, le taux de violence conjugale chez les homosexuelles est le double de celui déclaré par les hétérosexuelles (15 % contre 7 %). Karol O'Brien, cofondatrice du Groupe d'intervention en violence conjugale chez les lesbiennes, à Montréal, estime plutôt qu'il se situe autour de 22 à 24 %, un chiffre extrapolé à partir de statistiques américaines. Mais comme il s'agit d'une population marginale et camouflée, tous les pourcentages demeurent approximatifs.

« L'homophobie constitue un facteur important de la violence dans les couples de lesbiennes, explique Françoise Guay, du Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes. Le fait d'appartenir à un groupe social stigmatisé produirait un stress qui ferait augmenter les conflits dans le couple. L'homophobie et la misogynie ambiantes peuvent aussi avoir été intégrées par une lesbienne violente, qui extériorise cette haine sur sa compagne. » C'est ce qu'on appelle la lesbophobie intériorisée.

Certains hommes assoient leurs privilèges en ramenant sans cesse leur conjointe à son rôle de femme traditionnel. Certaines lesbiennes exercent la même violence. « Elles vont réaffirmer ce rôle à leur partenaire qui s'éloigne du modèle rassurant qu'elles ont intériorisé. Les lesbiennes peuvent ainsi reproduire la dynamique des relations hétérosociales », fait valoir Vanessa Watremez, présidente de l'organisme français Association d'interventions, de recherches et de lutte contre la violence dans les relations lesbiennes et à l'égard des lesbiennes.

Karol O'Brien l'admet : le sujet demeure tabou dans la communauté homosexuelle. « La société a l'image que deux femmes ensemble, c'est beau, c'est doux, c'est tendre. Reconnaître la violence, c'est briser cette belle image. »

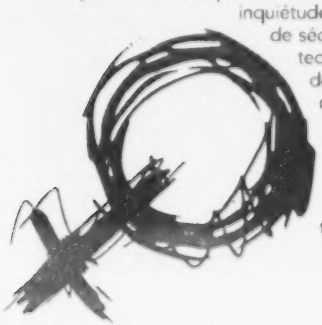
Créé en 1996, le Groupe d'intervention en violence conjugale chez les lesbiennes (www.givcl.qc.ca) est le seul au Canada à soutenir les victimes et à former le milieu communautaire pour leur venir en aide. « Il y a des avancées importantes, mais nous sommes encore très loin de reconnaître cette violence et d'offrir des services adéquats », soupire-t-elle.

« Bien des policiers voient la violence conjugale des lesbiennes comme des chicanes de sœurs ou de voisines. Quand ils se rendent au domicile d'un couple hétérosexuel en crise, ils séparent les conjoints, chacun dans une pièce. Les lesbiennes, ils les laissent ensemble ! »
Karol O'Brien

Les femmes elles-mêmes n'osent pas se plaindre. « Bon nombre vont préférer taire la violence dont elles font l'objet pour éviter de contribuer à l'image négative des lesbiennes. Cela [...] au moment où elles commencent à peine à obtenir une acceptation sociale et une reconnaissance de leurs droits comme citoyennes », écrit la sociologue Françoise Guay dans son étude *La violence conjugale chez les lesbiennes* (publication du CRI-VIFF, 1999).

Le Groupe d'intervention en violence conjugale chez les lesbiennes a mis sur pied des groupes de soutien d'une durée de 13 semaines. Parfois, cette thérapie est la seule porte de sortie. En effet, plusieurs lesbiennes ne s'adresseront pas aux maisons d'hébergement de peur d'y rencontrer de l'homophobie, à laquelle elles ne se sentent pas en mesure de faire face en période de crise. « L'accès des lesbiennes aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence ne semble pas acquis », note Françoise Guay, en précisant que peu d'intervenantes ont les connaissances nécessaires pour bien les accueillir.

Le Groupe offre une formation gratuite sur le sujet aux divers organismes de Montréal. Celle-ci trouve rarement preneur. « Les gens nous disent : "On n'a pas de lesbiennes chez nous." Ou encore : "On accueille toutes les femmes de la même façon." Pourtant, quand on donne la formation, on voit énormément de craintes et de préjugés. Par exemple, l'une des inquiétudes des intervenantes en maison d'hébergement, c'est de savoir si une lesbienne tentera de séduire une autre femme », dit Karol O'Brien. L'organisme rencontre aussi les étudiants en techniques policières afin de les sensibiliser. « Bien des policiers voient la violence conjugale des lesbiennes comme des chicanes de sœurs ou de voisines. Quand ils se rendent au domicile d'un couple hétérosexuel en crise, ils séparent les conjoints, chacun dans une pièce. Les lesbiennes, ils les laissent ensemble ! »



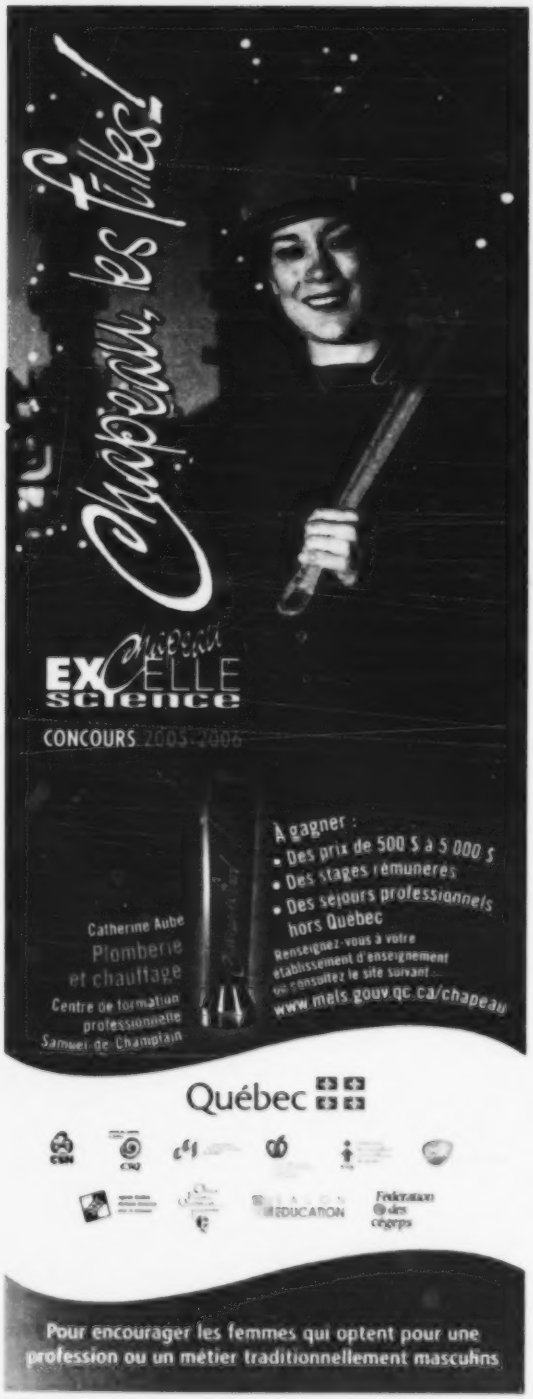
L'organisme a récemment conçu un programme d'intervention pour lesbiennes violentes. Qui dort sur une tablette, faute de financement. « C'est important d'aider les "agresseures", ne serait-ce que pour éviter que la violence se reproduise », plaide pourtant Karol O'Brien...

Nathalie Duhamel signale par la même occasion que dans les maisons d'hébergement, on remarque un changement profond chez la clientèle. « Il y a 20 ans, les femmes subissaient en vraies victimes. Aujourd'hui, elles sont moins passives et se défendent. Plus de femmes violentées réagissent. »

C'est justement dans le but d'éviter aux intervenantes de confondre violence, agressivité, riposte, défense et colère que le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale a posté sur son site un document expliquant en termes simples et concrets la différence entre chicane de ménage et violence conjugale (www.maisons-femmes.qc.ca).

Et ça bouge aussi dans d'autres groupes. L'R des centres de femmes du Québec, un regroupement de 98 centres, offre depuis 2004 des ateliers ainsi qu'un guide de réflexion sur la violence des femmes. « Les femmes violentes éprouvent un grand sentiment de culpabilité, dit la travailleuse communautaire Odile Boisclair. Elles se considèrent responsables du bonheur et de la santé de la famille. Elles ont tendance à se dire tout de suite violentes et à ne pas faire la différence entre colère, agressivité et violence. Avec la conséquence qu'on n'agit pas sur les bonnes affaires. »

Marise Bouchard, elle, insiste sur la nécessité de sortir les femmes violentes de leur isolement et de les inciter à aller chercher de l'aide. Elle rédige en ce moment le livre *Témoignages de fleurs sauvages* pour leur donner la parole. « Plus on va parler de la violence des femmes, plus il y a de chance qu'elle diminue. »



Dans la fosse **aux lionnes**

« Les filles s'adonnent plus à la violence relationnelle que les garçons. Elles savent que des agressions indirectes comme la médisance, l'intimidation et l'ostracisme sont efficaces. » Pierrette Verlaan

En 1997, Reena Virk, une adolescente de Victoria, a été battue à mort par un groupe de jeunes filles. La tragédie, très médiatisée, a inspiré une pièce de théâtre et un livre. « Les gens se disent : "Si les filles font ça, notre société a perdu toutes ses barrières" », explique Nadine Lanctôt, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la délinquance des adolescents et des adolescentes à l'Université de Sherbrooke.

Au cours de la dernière décennie, le taux d'adolescentes accusées d'infractions avec violence a augmenté deux fois plus rapidement que celui des adolescents (127 % contre 65 % d'après Statistique Canada). Une hausse inquiétante, même si les garçons restent trois fois plus nombreux à commettre des crimes graves.

Le comportement des adolescentes a-t-il tant changé ? « Les chiffres laissent croire que les filles sont un peu plus violentes que dans les années 1970. Mais ils nous renseignent plus sur les pratiques policières que sur la réelle propension à la violence », nuance Nadine Lanctôt. Les policiers sont souvent appelés pour de petites bagarres, qui étaient jadis réglées autrement; ils judiciarisent plus pour prévenir la délinquance. De plus, les délits commis au sein de la famille – fugues, conflits – sont maintenant étiquetés « voies de fait simples », ce qui gonfle les statistiques.

N'empêche que la violence des filles est bien réelle. À tel point que plusieurs éducateurs et travailleurs sociaux en maison de jeunes se plaignent d'être mal équipés pour y réagir. « Beaucoup d'intervenants ne veulent pas travailler auprès des filles, qu'ils trouvent trop compliquées et hypocrites. Si on n'a jamais été informé sur les facteurs de la violence indirecte, on arrive démuni dans la fosse aux lions. Il faut plus de formation pour les gens sur le terrain », indique Nadine Lanctôt.

Car les adolescentes expriment souvent leur violence de façon sournoise. Elles ignorent et excluent des camarades, les manipulent psychologiquement ou détruisent leur statut social. « Un matin, je suis arrivée et toutes les filles de ma gang parlaient dans mon dos... Elles faisaient semblant de m'ignorer... Mes autres amies n'osaient pas régler la chicane parce qu'elles avaient peur de vivre la même chose que moi », raconte Mélanie, 12 ans, dans une vidéo éducative sur la violence indirecte.

Cette vidéo fait partie d'une recherche-action sur la violence des filles à l'école, financée par le ministère de l'Éducation et pilotée par des chercheurs de l'Université de Sherbrooke. « La majorité des recherches confirment que les filles s'adonnent plus à la violence relationnelle que les garçons, note Pierrette Verlaan, professeure au Département de psychoéducation. Les filles ont recours à des agressions indirectes comme la médisance, l'intimidation et l'ostracisme car elles savent que c'est efficace. Un enfant isolé dans la cour d'école pendant plusieurs années aura des blessures importantes. »

C'est là, dans les cours d'école, qu'on trouve le plus de violence relationnelle. Malheureusement, peu d'enseignants sont formés pour la dépister. « Des directeurs d'école nous disent : "On ne sait pas quoi faire contre ce fléau." Ils n'ont pas les outils pour faire cesser ce type de comportement », affirme Pierrette Verlaan. C'est pourquoi son équipe a élaboré un programme de sensibilisation pour le milieu scolaire, comprenant une vidéo et des ateliers.

Les programmes de prévention de la violence ne sont pas toujours adaptés aux filles, déplore Claudine Laurin, coordonnatrice du Bureau de consultation jeunesse de Verdun, un organisme qui intervient directement auprès des jeunes de 14 à 25 ans. « Beaucoup ne font pas d'analyse différenciée. Si on ne fait pas la distinction entre les comportements de riposte et ceux de domination, comment conscientiser les jeunes femmes à la violence subie ? » Une adolescente qui s'était fait mettre la main aux fesses a répondu en donnant une claque à son agresseur. Les deux jeunes ont été suspendus de l'école pour trois jours. « On les a traités de la même façon, mais les deux gestes ne sont pas d'égale valeur. L'application de la tolérance zéro, sans analyse, mène à des situations comme celle-là. » Le Bureau, lui, s'est doté d'un modèle d'intervention féministe, qui prend en compte les dynamiques de séduction et de domination.

Les jeunes vivent aussi beaucoup d'agressivité dans leur couple. Jennifer Connolly, professeure au Département de psychologie de l'Université York, dirige une recherche sur la violence dans les relations amoureuses à l'adolescence. « Bien que les niveaux de violence physique soient bas, pas moins de 80 % des jeunes affirment qu'ils ont été verbalement agressifs et qu'ils ont subi diverses formes de violence », révèle-t-elle.

> Au cours de la dernière décennie, le taux d'adolescentes accusées d'infractions avec violence a augmenté deux fois plus rapidement que celui des adolescents.

Curieusement, les jeunes ne perçoivent pas ces comportements comme une agression. « On leur a appris que la violence physique n'est pas permise, mais on ne leur a pas dit que les autres types de violence étaient tout aussi inacceptables. Dans les écoles où on sensibilise les jeunes, on constate une baisse de ces comportements », ajoute Jennifer Connolly.

Aidons-les

Rareté des ressources, services thérapeutiques peu adaptés et recherche embryonnaire, beaucoup reste à faire pour venir en aide aux femmes violentes.

Le groupe Option, organisme communautaire de Montréal qui offre des services psychothérapeutiques aux femmes et aux hommes violents, a été le premier à mettre sur pied un groupe de thérapie pour femmes violentes, en 1994. La moitié des participantes y sont envoyées par la Cour criminelle. Dès le départ, la demande a été plus forte que l'offre. C'est toujours le cas aujourd'hui. « Les listes d'attente sont longues », reconnaissent François Lepage, responsable clinique, et sa collègue Annie Simard.

À Québec, la maison de transition CRC Expansion-Femmes offre un programme semblable depuis 1996 : *Temps d'arrêt*. La majeure partie de sa clientèle a un dossier criminel. « Ces femmes ont de sérieux problèmes de comportement et ont commis des délits très graves. Elles nous arrivent en détresse et veulent arrêter de faire souffrir les gens », dit Marie-Ève Bourgoin, conseillère clinique.

La plupart des programmes d'intervention sont de courte durée, habituellement 12 semaines, sauf chez Option, où les participantes s'engagent à assister à 21 rencontres au minimum. Tout le milieu s'entend pour dire que ce n'est pas assez, mais les moyens financiers manquent. « On n'a pas le temps de modifier les comportements en un si court laps de temps. C'est vraiment une amorce », dit Serge Héneault, travailleur social au Centre jeunesse de Laval et concepteur du Groupe de réflexion et d'intervention pour femmes ayant des comportements violents.

Comme la plupart des praticiens, Marie-Ève Bourgoin est réaliste quant aux limites des programmes actuels. « On vise une diminution de la fréquence et de la gravité des gestes violents. Si une femme frappe son conjoint cinq fois de moins par semaine, c'est déjà ça de gagné. »

Au manque de ressources s'ajoute le fait que la violence des femmes est loin d'être comprise et documentée. « Il reste encore beaucoup de recherche à faire pour ne pas avoir une vision faussée de cette violence. L'analyse sociopolitique pour comprendre ces comportements nous fait encore défaut », explique Odile Boisclair, travailleuse communautaire à L'R des centres de femmes du Québec.

« Jusqu'à maintenant, on a été très pro-victime, mais il faut passer à une nouvelle étape : s'occuper des "agresseures" et lancer le débat du "comment s'en occuper" », renchérit Manon Monastesse, coordonnatrice à la Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval. Même son de cloche chez Ruth Gagnon, directrice de la Société Elizabeth Fry : « Il y a eu beaucoup d'études sur la victimisation des femmes, mais rien pour alimenter notre travail auprès des femmes en tant qu'"agresseures", pas de recherches pour développer des outils cliniques. Les chercheurs commencent à regarder cet angle, mais ça demeure encore parcellaire. »

« Il a fallu des années pour mettre sur pied des programmes sur la violence faite aux femmes. Ça va prendre un certain temps pour qu'ils leur soient adaptés », affirme Nathalie Duhamel, présidente du collectif La Corriveau, un centre de recherche et d'action sur les femmes marginalisées et criminalisées.

> « Jusqu'à maintenant, on a été très pro-victime, mais il faut passer à une nouvelle étape : s'occuper des "agresseures" et lancer le débat du "comment s'en occuper". »
> Manon Monastesse

Et surtout, il importe de développer des approches féministes, souligne Vanessa Watremez, présidente de l'organisme français Association d'interventions, de recherches et de lutte contre la violence dans les relations lesbiennes et à l'égard des lesbiennes. « Il n'existe pas d'enseignements qui développeraient un esprit critique sur nos conceptions des rapports sociaux de sexe et sur leurs conséquences dans nos interventions. Nous travaillons avec nos préjugés qui ne sont pas déconstruits. Par exemple, si je pense que les femmes sont aussi violentes que les hommes et de la même manière, alors j'interviendrai sans tabous mais dans un ensemble de préjugés. »

Chez les femmes guatémaltèques, la maternité survient encore trop souvent à la fin de l'adolescence.

Pierre Trudel

Guatemala
le risque d'accoucher

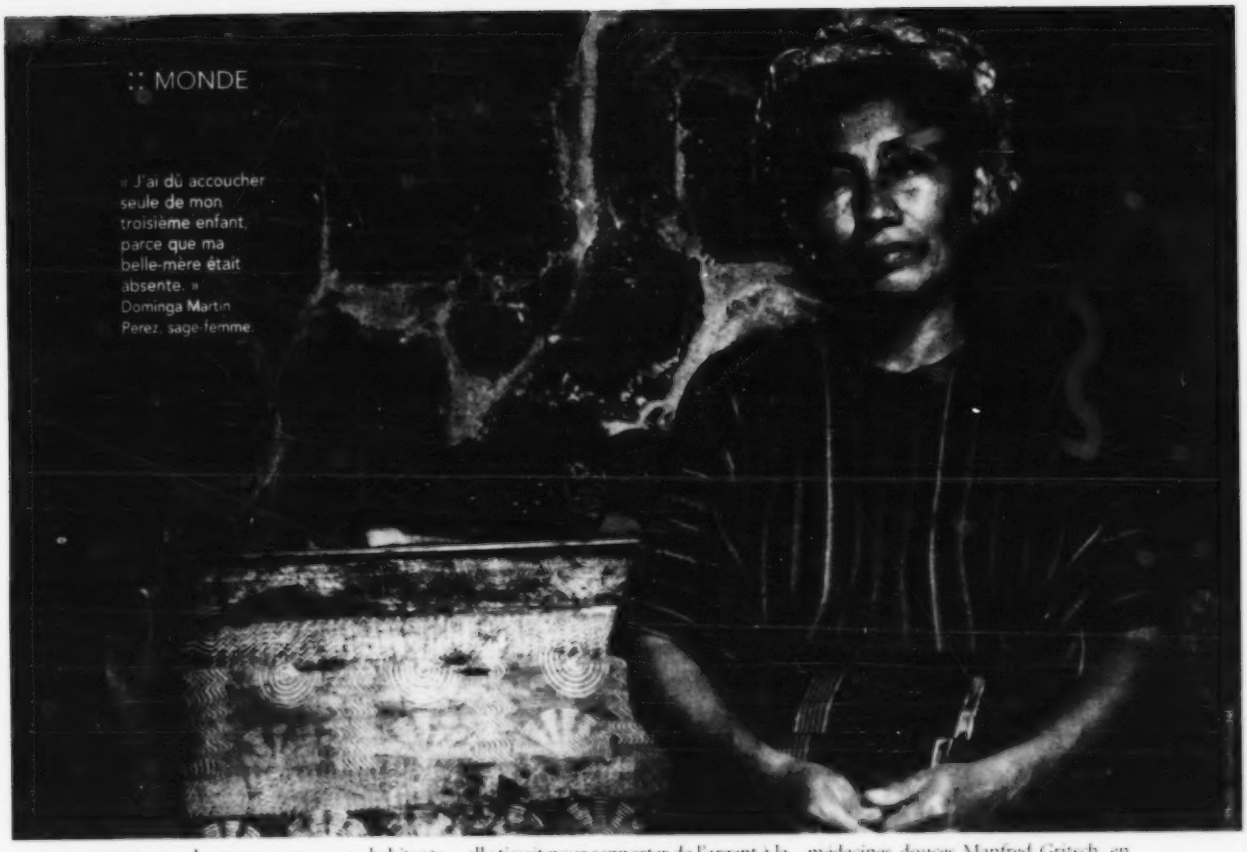
par Caroline Montpetit avec la collaboration de Pierre Trudel

Le Guatemala enregistre le troisième plus haut taux de mortalité maternelle de l'hémisphère, après Haïti et la Bolivie. Au premier rang des victimes : les autochtones.

Au Guatemala, le nombre de morts maternelles survenues pendant les accouchements s'élevait à 190 par 100 000 naissances vivantes en 2001, selon la section internationale du Bureau américain du recensement. Au Canada, il était de 3 par 100 000 naissances vivantes, selon un rapport effectué par l'Agence de santé publique du Canada en 2003.

Les Guatémaltèques les plus touchées sont pauvres, peu instruites, travaillent à domicile et y accouchent aussi. En fait, le phénomène est trois fois plus élevé chez les autochtones, qui forment 60 % de la population. Infection de l'uterus, hémorragie non traitée, éclampsie non diagnostiquée, rétention du placenta : les causes de décès pendant l'accouchement sont multiples.

Dans ce pays d'Amérique centrale, les femmes ont en moyenne 5 enfants, mais il est courant de rencontrer des familles de 10 enfants et plus dans les villages qui bordent les rives de l'Atitlàn. Le lieu est paradisiaque. Les eaux limpides du lac s'étendent à l'ombre des volcans San Pedro, Atitlàn et San Lucas. Dans le village de San Marcos La Laguna, c'est le temps de la cueillette du café, principale



« J'ai dû accoucher seule de mon troisième enfant, parce que ma belle-mère était absente. »
Dominga Martin Perez, sage-femme.

source de revenus pour ses habitants. Partout les gens travaillent, y compris les plus jeunes, courbant parfois le dos sous de lourdes cargaisons de grains. Située dans le district de Sololá, la région, malgré ses airs bucoliques, reste l'une des plus touchées par la mortalité périnatale.

Sur le pas de sa modeste demeure, la sage-femme autochtone Dominga Martin Perez reçoit la journaliste. La tête entourée d'une tresse de soie bleue, elle porte le traditionnel *huipil* maya, blouse brodée dont le dessin élaboré indique la provenance de celle qui le revêt. Mariée à 15 ans, elle donnait le jour à son premier enfant deux ans plus tard, avec l'aide de sa belle-mère, également sage-femme. « J'ai dû accoucher seule de mon troisième enfant, parce que ma belle-mère était absente. »

Aujourd'hui âgée de 47 ans, la Guatémaltèque a assisté à des centaines d'accouchements dans son village. « Plus ou moins 20 par année », précise-t-elle. Comme la plupart des villageoises de sa région, Dominga ne sait ni lire ni écrire. Au lieu de fréquenter les bancs d'école, elle tissait pour rapporter de l'argent à la maison. Et jusqu'à tout récemment, elle ne disposait d'aucune formation pour accomplir son métier. « Avant, je ne connaissais rien de l'anatomie, avoue-t-elle. Aujourd'hui, je sais ce qu'est un utérus. »

Des connaissances qu'elle a pu acquérir grâce à sa rencontre avec Cindy Waterman, sage-femme installée dans le village depuis trois ans. Grande, une longue chevelure éclatante de blancheur, cette Californienne est infirmière de formation et technicienne médicale. Permettre aux femmes d'accoucher dans des conditions décentes et aider celles qui les assistent est une véritable vocation pour cette Américaine, qui a déjà créé un programme de formation pour les sages-femmes mayas au Mexique.

> Craignant d'être traitées avec mépris par les médecins et les infirmières, mais aussi de renier leur culture, les autochtones préfèrent recourir aux sages-femmes.

Elle dirige maintenant la clinique de San Marcos, fondée par le spécialiste des médecines douces Manfred Gritsch, en 1996. On y offre des services très variés, de la tenue d'un orphelinat aux classes d'alphabétisation. Sept autochtones, dont deux infirmières, travaillent désormais en compagnie de Cindy et de Manfred. La clinique de San Marcos propose aussi un suivi prénatal ainsi qu'une formation en contrôle des naissances et en nutrition. Environ 375 personnes s'y rendent chaque mois.

Organisme à but non lucratif incorporé aux États-Unis, la clinique est essentiellement financée par des dons provenant de pays industrialisés. Cindy Waterman y a intégré l'organisme La Casa de Luz (« La maison de lumière » – en espagnol, on dit qu'une femme donne la lumière lorsqu'elle accouche), qui propose un programme de formation pour les sages-femmes des hauts plateaux du Guatemala.

« Certaines ont de très mauvaises pratiques et tuent des mères tous les ans. Souvent, elles font l'erreur de tirer sur le placenta du bébé, ou ne s'occupent pas des hémorragies post-partum. Nous leur apprenons notamment à prévenir les risques de décès des patientes en couches. »

L'entreprise n'est pas superflue. L'accès à des services de santé compétents en cas d'urgence fait cruellement défaut. La façon la plus rapide de se rendre de San Marcos à Sololá, où se trouve l'hôpital le plus proche, est par bateau. Les touristes et les Guatémaltèques fortunés, qui habitent les villas luxueuses situées sur les rives du lac, utilisent ce moyen de transport. Mais la majorité des autochtones, trop pauvres pour payer le trajet, doivent s'entasser dans le petit bus qui fait la longue tournée des villages avoisinants.

Autre obstacle : les sages-femmes, autochtones ou étrangères, ne sont pas les bienvenues aux côtés des patientes dans les hôpitaux guatémaltèques, pas plus que la famille d'ailleurs. Daniela Abadi, sage-femme d'origine argentine, offre également ses services à la clinique de San Marcos. Elle a récemment amené une autochtone alcoolique pour son accouchement à l'hôpital de Sololá. « J'ai tout de suite précisé qu'il s'agissait de jumeaux prématurés, mais on m'a ignorée. » Le personnel médical a traité la mère comme si elle donnait naissance à un enfant unique et à terme. Le deuxième bébé, une fille, est mort quelques heures après sa naissance.

« Dans la région, les gens disent que s'ils vont à l'hôpital, c'est pour mourir », raconte Alfredo Quieva, un habitant de San Pedro La Laguna, village voisin de San Marcos. Il faut dire que lorsque les femmes décident d'aller à l'hôpital, l'accouchement et ses complications sont souvent trop avancés, et elles finissent effectivement par y mourir, explique Daniela Abadi. Pourtant, c'est le seul endroit à même de fournir certains services d'urgence comme la césarienne ou l'administration de médicaments pour arrêter une hémorragie.

Bien des autochtones refusent d'aller à l'hôpital de peur d'y être mal reçues, notamment à cause de la barrière de la langue. Seulement une fraction de la population parle l'espagnol. Ainsi, à San Marcos, on parle le cachiquel, un des trois dialectes de la région. Cindy Waterman a donc organisé, en collaboration avec l'hôpital de Sololá, un programme employant 38 sages-femmes autochtones qui accueillent leurs semblables arrivant à l'urgence pour accoucher. Le programme fonctionne assez bien, mais la discrimination persiste. Des infirmières qui parlent pourtant la langue de leur patiente font mine de ne pas la comprendre pour paraître d'un niveau socio-économique plus élevé, constate Cindy.

Craignant d'être traitées avec mépris par les médecins et les infirmières, mais aussi de renier leur culture, les autochtones préfèrent encore recourir aux sages-femmes, affirme Lucia Juarez, 32 ans. Elle-même exerce ce métier à San Pedro La Laguna, où l'on parle le tzutuhil. « Certaines coutumes mayas s'accommodent mal des usages de la médecine moderne », explique-t-elle. La pudeur des femmes les fait hésiter à se déshabiller devant un homme médecin. Le toucher interne, pratiqué lors d'examens gynécologiques, est complètement absent de la tradition.

Des infirmières qui parlent pourtant le dialecte de leur patiente font mine de ne pas la comprendre pour paraître d'un niveau socio-économique plus élevé.

De plus, une naissance ou une mort survenues à l'hôpital ne seront pas entourées des rites mayas. Le placenta, par exemple, a une signification particulière dans leur culture. Il arrive que la sage-femme le mette en terre après la naissance pour que l'enfant qui en est né devienne agriculteur. Parfois elle le jette dans le lac pour qu'il devienne pêcheur. D'autres se contentent de brûler le placenta immédiatement après la naissance, raconte Lucia.

Comme Dominga, elle connaît les herbes servant à concocter des tisanes pour ses patientes, tel le *perico*, sorte d'estragon pour préparer la mère à l'accouchement, ou la camomille (*manzanilla*), pour adoucir les premières

Comme beaucoup de jeunes filles, cette adolescente de Panajachel doit vendre des produits d'artisanat aux touristes pour subvenir aux besoins de sa famille.

L'Américaine Cindy Waterman offre un programme de formation pour les sages-femmes des hauts plateaux du Guatemala. « Certaines ont de très mauvaises pratiques et tuent des mères tous les ans. »

contractions et favoriser un accouchement plus détendu. Elle pratique aussi le *sobada*, massage destiné aux femmes enceintes, et elle accompagne ses patientes dans le *temascal*, sauna typiquement maya.

> Dans les villages où l'on soupçonnait des foyers de résistance autochtone, le gouvernement et ses alliés visaient souvent les personnes d'influence, dont les chamans ou les sages-femmes.

Toutefois, Lucia n'a appris que récemment, au cours d'une formation offerte par le centre de santé local, qu'il faut porter des gants et stériliser les ciseaux lorsqu'on pratique un accouchement. Encore faut-il pouvoir appliquer ses connaissances. « Souvent, nous n'avons pas l'argent pour acheter des gants », soupire-t-elle.

Autre constat : les femmes souffrent d'une forme de désolidarisation, et les connaissances se transmettent mal. Cindy Waterman y voit une conséquence de la guerre civile qui a déchiré le pays pendant 30 ans. « Il subsiste un climat de méfiance », constate-t-elle. Dans les villages où l'on soupçonnait des foyers de résistance autochtone, le gouvernement et ses alliés visaient souvent les personnes d'influence, dont les chamans ou les sages-femmes. Parfois dénoncées par les membres de leur propre communauté, les plus expérimentées sont demeurées craintives et hésitent à partager leur savoir avec leurs cadettes. Il arrive aussi qu'elles espèrent garder pour elles les quelques quetzals qu'elles gagnent… quand les clientes ont les moyens de payer. Résultat : dans la région de Sololá, 80 % des accouchements se font par des sages-femmes sans formation.

Les accords de paix signés en 1997 après la guerre civile ont pourtant entraîné leur cortège de mesures pour améliorer la condition des autochtones. Depuis quelques années, des programmes de formation ont été instaurés pour les sages-femmes. Cependant, ils sont mal adaptés aux autochtones, qui intègrent difficilement l'enseignement théorique, préférant de loin la formation *in situ*, donnée au cours d'un accouchement. « Les sages-femmes n'ont pas le bagage intellectuel nécessaire pour comprendre ce qu'est la pression artérielle, par exemple », dit Daniela Abadi. Ces cours ne tiennent pas compte, non plus, de leur expérience sur le terrain. Les résultats sur la mortalité périnatale s'avèrent donc nuls pour l'instant.

« Ce n'est pas pour rien que j'ai décidé d'offrir une formation sur place, pendant l'accouchement. C'est la méthode qui donne le plus de résultats, pour le moment », affirme Cindy Waterman, qui ne baisse pas les bras devant l'ampleur de la tâche. Les autochtones comme Dominga et Lucia ne demandent qu'à combiner leurs savoirs ancestraux avec les connaissances d'aujourd'hui. Suffit de leur en donner les moyens.

Le Guatemala en chiffres

• En 2003, 40 % de la population autochtone vivait dans une pauvreté extrême, alors que 80 % de l'ensemble de la population était tout simplement « pauvre ».

• 23,3 % des hommes et 38 % des femmes sont analphabètes. Ces taux sont nettement plus élevés chez les autochtones. Selon les données de l'organisme non gouvernemental Intervida France, le taux d'analphabétisme chez les femmes indigènes du Guatemala s'élèverait à 72 %, et serait le double de celui des hommes. Dans le très indigène district de Sololá, le taux d'analphabétisme moyen serait de 80 %.

• En 1998, la moyenne d'années de scolarité de la population de 15 ans et plus était de 6,9 années pour les hommes et de 6,4 années pour les femmes.

• L'espérance de vie est de 64 ans, selon les données fournies par *L'état du monde*. L'organisme Projet-Accompagnement Québec-Guatemala estime quant à lui que l'espérance de vie au Guatemala est de 59 ans dans les villes et de 41 ans dans les campagnes, où vivent majoritairement les autochtones.

• Le salaire moyen est de 1 000 à 1 500 quetzals par mois, soit 166 à 200 $ CAN.

• En 1998, 2 600 plaintes de violence conjugale ont été déposées à travers le pays. Très peu de viols mènent à des poursuites judiciaires. Le violeur peut être disculpé si la victime a plus de 12 ans et qu'elle accepte de l'épouser. Le gouvernement doit cependant approuver le mariage si la victime est âgée de moins de 18 ans.

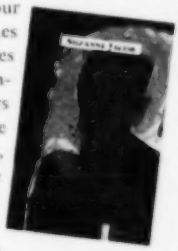
• Les femmes occupent 9 % des sièges au Parlement.

(Sources : Conseil économique et social de la Commission des droits de l'homme, *L'état du monde 2003*, Agence canadienne de développement international, Médecins sans frontières.)

FICTIONS

La salutaire fuite en avant

L'un des leitmotivs de Suzanne Jacob ? La filiation, assurément. « Qu'est-ce qui se transmet ? Comment ça se transmet ? Comment le *même* se reproduit ? Ce thème me fascine. » Dans *Fugueuses*, son dernier livre, quatre femmes de la même famille, de l'aïeule jusqu'à l'arrière-petite-fille, prennent la parole à tour de rôle, avec quelques autres personnages. « Chacun essaie de raconter l'histoire », dit l'écrivaine. Une histoire d'abus commencée avec l'arrière-grand-père, que le grand-père a poursuivie… Une histoire qui nous plonge « entre le mensonge et le secret, le secret étant moins une chose non sue qu'une chose gardée pour soi, dans son monde à soi ». Une histoire, enfin, habitée de femmes fortes, qui fuguent pour mieux retrouver le sens de leur vie. « Les routes physiques deviennent des routes intérieures, et le roman est d'ailleurs composé d'une série de monologues intérieurs montrant qu'on est toujours en train de penser. Peu de gens sont conscients de ça, que le monologue intérieur ne cesse jamais », dit Mme Jacob. Pour elle, l'écriture consiste à « restituer le parcours de la pensée ». Illustrant finement ce parcours, *Fugueuses* apparaît, de par son style incisif, les zones qu'il explore et sa construction, comme l'une des fictions les plus intéressantes de l'automne. |



Suzanne Jacob, *Fugueuses*, Boréal, 2005, 328 p.

La fille au prénom de garçon

D'abord remarquée comme nouvelliste, Mélanie Vincelette, 30 ans pile et fondatrice de la maison d'édition Marchand de feuilles, lance son premier roman. La narratrice de *Crimes horticoles*, 12 ans et lectrice avide, s'appelle… Émile ! « Voulant devenir adulte plus vite que la normale, elle explore le monde avec ferveur », résume l'écrivaine. L'action a pour cadre le village de La Conception (près de Mont-Tremblant), un carrefour de religions et d'ethnies diverses où réside même un certain Pavel Bouillon, mi-Polonais mi-autochtone, et propriétaire d'un bordel logé dans une roulotte ! Ce faisant, Mme Vincelette traite d'un sujet méconnu : le cosmopolitisme de certaines régions, dont les Laurentides d'où elle vient. Au milieu d'une faune bizarroïde qui comprend un père aubergiste trafiquant d'opium et une mère astrologue, Émile fait ses apprentissages. Si une grande drôlerie traverse le roman, « tous les personnages sont traqués par le malheur », dit l'écrivaine. Celle-ci, qui se reconnaît « une prédilection pour les détails incongrus », aura mis quatre années à peaufiner son récit. « Je travaille sur chaque phrase très longtemps afin d'éliminer tout passage superflu », précise-t-elle. Émile est appelée à devenir la figure centrale d'une trilogie. On ne s'en plaindra pas car, déjà, ce premier roman à la fois bref et dense nous offre une très belle expérience de lecture. |

Mélanie Vincelette, *Crimes horticoles*, Leméac, 2005, 152 p.

La fille du pasteur et ses deux maris

Dans les années 1940 et 1950, le site spectaculaire de Niagara Falls, en ses versants états-unien et canadien, était une destination de choix pour les couples en lune de miel. Là se retrouve Ariah Littrell, fille de pasteur mariée à un pasteur qui, au lendemain de la nuit de noces, se suicide en se jetant dans les chutes du Niagara ! Celle que la presse surnomme dès lors la « Veuve blanche des Chutes » se croit « damnée ». Mais se remarie cependant, après moins de deux mois de veuvage, avec Dirk Burnarby, avocat brillant, jouisseur et membre de l'élite de la ville. Amour partagé, aisance matérielle, enfants : ils vécurent heureux pendant 12 ans jusqu'à ce qu'en 1962, Dirk disparaisse à son tour dans les tourbillons du Niagara. Sur cette trame, la prolifique Joyce Carol Oates construit un roman puissant habité de personnages complexes, singuliers, qui dépasse de loin la chronique conjugale et familiale. Renouant avec ses thèmes de prédilection – la corruption des élites, l'hypocrisie des individus et des sociétés, la violence masquée par le vernis des conventions, les ravages du capitalisme sauvage… –, Oates ratisse large. Et nous propose l'un de ses meilleurs livres. |

Joyce Carol Oates, *Les Chutes*, Philippe Rey, 2005, 562 p.

À signaler

Une question d'honneur, de Donna Leon. Le commissaire Guido Brunetti et la ville de Venise, où se déroulent ses enquêtes, ont rendu Donna Leon célèbre. Dans ce 11e livre, l'écrivaine d'origine états-unienne interroge le sombre passé fasciste de l'Italie. Il y a bien sûr une victime, donc un assassin. De même que le directeur d'une étrange bibliothèque, sa femme jalouse épousée par intérêt, des notaires cupides et, par-dessus tout, Venise la Sérénissime, comme si on y était. Du polar tout en atmosphère et en intelligence.
(Calmann-Lévy, 2005, 332 p.)

Déloger l'animal, de Véronique Ovaldé. Rose a 15 ans, mais paraît beaucoup plus jeune. Un jour, sa mère adorée part sans crier gare. Dès lors Rose s'invente un monde. Donnant la voix à sa jeune héroïne, la Française Véronique Ovaldé propose un quatrième roman étonnant de subtilité et de profondeur et dont le climat, entre rêve, hallucination et réalisme, ne manque pas de désarçonner.
(Actes Sud/Leméac, 2005, 176 p.)

ESSAIS

La conquête du pouvoir politique

Au moment de mettre sous presse, nous ne savions pas qui, de Pauline Marois ou des huit autres candidats masculins, allait remporter la course à la direction du Parti québécois. Tout comme nous ignorions si la ville de Québec aurait à sa tête un maire ou une mairesse. Reste qu'en cet automne marqué, encore, par la nomination de Michaelle Jean au poste de gouverneure générale, la question des femmes en politique aura été plus que jamais d'actualité. Cela tombe bien, car les hasards d'édition font que deux ouvrages récents dus à Manon Tremblay, professeure titulaire à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, proposent là-dessus des éclairages des plus pertinents.

Pionnière de la recherche sur les rapports entre les femmes et la politique, M^me^ Tremblay a assuré la maîtrise d'œuvre d'un ouvrage collectif ambitieux : *Femmes et parlements. Un regard international*; 37 auteurs issus des cinq continents y ont collaboré. Elle vient aussi de publier, à titre individuel, *Québécoises et représentation parlementaire*.

Sur la scène internationale, l'Europe du Nord peut servir d'exemple quant à la députation féminine qui, fin 2004, variait de 30,2 % en Islande à 45,3 % en Suède. Mais elle n'a jamais élu de chef d'État, contrairement à l'Inde (Indira Gandhi, 1966-1984), à Israël (Golda Meir, 1969-1974), au Royaume-Uni (Margaret Thatcher, 1979-1990), au Pakistan (Benazir Bhutto, 1988-1990 et 1993-1996) et, depuis cet automne, à l'Allemagne (Angela Merkel). Or, l'Inde et le Pakistan n'ont pas la meilleure des réputations en matière de droits des femmes. « Gandhi et Bhutto sont toutes deux issues de familles politiques : elles sont les filles de leur père [de Nehru, dans le cas d'Indira Gandhi]. En Asie, c'est une voie royale pour accéder à la scène politique », explique Manon Tremblay. On peut par ailleurs s'étonner qu'en 2005, un pays comme le Rwanda compte 48,8 % de députées (contre un maigre 4,3 % en 1994) comparativement à 12,2 % pour la France, à 15 % pour les États-Unis et à 21,1 % pour le Canada. En fait, le Rwanda occupe le premier rang mondial quant à la représentation parlementaire des femmes. Ce phénomène résulte en grande partie de la situation du pays au lendemain du génocide de 1994 : les femmes forment alors 70 % de la population et jouent un rôle clé dans la reconstruction du pays. Fortement mobilisées, elles parviennent à imposer leurs vues au sein du nouveau parti au pouvoir. Un système de quotas et de sièges réservés est mis en place tandis que la nouvelle Constitution, adoptée en 2003, interdit explicitement la discrimination sexuelle. En matière de représentation parlementaire, l'exemple vient donc d'un État ne pouvant guère être qualifié pour l'heure de très démocratique.

Paradoxe : « Les femmes demeurent largement exclues des parlements, pourtant elles sont engagées avec conviction sur le terrain du politique, notamment dans la société civile et les mouvements sociaux », poursuit la politologue. Cela tient en partie aux femmes elles-mêmes. « J'enseigne à l'université depuis plusieurs années déjà, et je m'étonne toujours que la plupart de mes étudiantes placent encore leur carrière après leur vie amoureuse et familiale. Même en 2005, les femmes demeurent des êtres du privé. Cela implique, entre autres, qu'elles soient altruistes – des "mères Teresa" – et qu'elles n'aient pas trop d'ambition. » C'est ainsi qu'une Pauline Marois se fait reprocher son ambition et qu'une Margaret Thatcher fut surnommée la « dame de fer ». « Je critique vivement ce type de discours, dénonce M^me^ Tremblay. Les femmes en politique ne forment pas et n'ont pas à former un bloc monolithique. Certaines soutiennent les principales revendications féministes tout en étant carrément néolibérales sur le plan économique. En fait, on ne peut exiger que toutes se campent dans une attitude précise; elles devraient pouvoir couvrir tous les spectres idéologiques, être féministes, non féministes ou même antiféministes ! » |

Manon Tremblay, *Québécoises et représentation parlementaire*, Presses de l'Université Laval, 2005, 330 p.

Manon Tremblay (sous la direction de), *Femmes et parlements. Un regard international*, Éditions du remue-ménage, 2005, 680 p.

UNE CURE DE LUMIÈRE
pour traiter les
symptômes de la dépression saisonnière

• Fatigue • Humeur dépressive • Tristesse
• Augmentation de l'appétit
• Envie irrésistible de sucres et de féculents
• Prise de poids
• Besoin accru de sommeil • Désir de s'isoler
• Perte d'intérêt pour les activités habituelles
• Difficulté à se concentrer
• Difficulté à rencontrer des échéances

LES BLEUS DE L'HIVER...
ÇA SE SOIGNE !
La luminothérapie,
un choix éclairé pour le traitement de la dépression saisonnière.
La luminothérapie est une exposition quotidienne à une lumière intense, dans des conditions contrôlées.
Premier choix pour la luminothérapie :
Les Technologies Northern Light
Brochure gratuite et information : (418) 337-3544, sans frais au Québec : 1 877 337-3544

Petits livres, grandes réflexions

En 2002, Micheline Carrier, journaliste à la retraite, crée www.sisyphe.org, un site Internet « politique au sens large » qui met en ligne des textes d'idées à saveur féministe, mais aussi en rapport avec divers phénomènes sociaux. Sisyphe est le héros de la mythologie grecque qui symbolise le perpétuel recommencement. « D'où le nom du site, car la condition des femmes connaît des avancées et des reculs continuels », dit Micheline Carrier. À preuve, mentionne-t-elle : la désensibilisation des médias à l'égard de la violence faite aux femmes, l'influence du discours masculiniste, le traitement réservé aux politiciennes… Tout en continuant d'animer un site de plus en plus visité, Mme Carrier et Élaine Audet, journaliste à *L'aut'journal*, se lancent dans l'édition afin de diffuser des réflexions plus approfondies que ce que permet Internet. Au menu automnal de la nouvelle maison Sisyphe : *Prostitution : perspectives féministes* (signé Élaine Audet) ainsi que les deux ouvrages collectifs *La sexualisation précoce des filles* et *Des tribunaux islamiques au Canada ?* Ces livres se démarquent par leur petit format vraiment original, sont accessibles au grand public, et coûtent moins de 10 $! Micheline Carrier ne craint pas de le dire : « Je suis une féministe radicale – ce qui signifie pour moi aller au fond des choses – et Sisyphe est une maison d'édition militante. » L'objectif de la maison (et du site) : « brasser des idées, provoquer des débats au sein du mouvement féministe ». | Éditions Sisyphe, 2005.

Haro sur l'intolérance

Dans une quarantaine de pays (en majorité de confession islamiste, mais aussi en Bosnie, en Jamaïque, en Chine, au Nicaragua, à Cuba…), l'homosexualité est passible soit de la peine de mort, soit de peines d'emprisonnement d'une durée variable. « Les pays occidentaux n'ont cependant pas de quoi pavoiser. Nous avons énormément de problèmes dans notre propre cour, le vernis civilisé est très mince », affirme Ginette Pelland, professeure de philosophie au Cégep du Vieux Montréal. Celle-ci estime que malgré l'adoption de la loi sur le mariage homosexuel, malgré le fait que des personnalités publiques comme Daniel Pinard et André Boisclair affichent ouvertement leur orientation sexuelle, le Québec n'en a pas fini avec les préjugés sur les gais et les lesbiennes. « Les gais en position de pouvoir, à la carrière bien "installée", peuvent se permettre de s'afficher et ainsi avoir valeur d'exemples. En revanche, dans bien des milieux, les homosexuels sont encore obligés de se cacher. »

« Ce phénomène s'inscrit dans la logique de la discrimination, poursuit la philosophe. Même à l'intérieur de groupes discriminés, on constate une différenciation hommes-femmes. » Mme Pelland établit du reste un lien étroit entre la discrimination faite aux femmes, « encore très présente, très insidieuse », et celle que subissent les gais. « Le machisme se porte extrêmement bien au Québec », affirme la philosophe. Elle avance une raison qui, selon elle, explique en partie l'homophobie de certains hommes (études et sondages révèlent que les femmes ont moins de préjugés) : « Ces hommes hétérosexuels s'estiment trahis par les hommes homosexuels du fait que ceux-ci ne collaborent pas au contrôle des femmes. »

Si Ginette Pelland s'est attardée plus particulièrement à l'homophobie, elle a voulu au bout du compte mettre en lumière le phénomène de la discrimination en général. « Les gens se vengent de leurs frustrations sur d'autres groupes sociaux, sur des personnes qu'ils estiment plus faibles. C'est un réflexe très primaire, mais très courant. Pour enrayer la discrimination et les préjugés, il faut en appeler à la raison, éduquer encore et encore afin que les individus cessent de percevoir les différences comme menaçantes. » |

Ginette Pelland, *L'homophobie. Un comportement hétérosexuel contre nature*, Québec Amérique, 2005, 208 p.

À signaler

Trop belles pour le Nobel. Les femmes et la science, de Nicolas Witkowski. Lauréate du prix Nobel de physique, Marie Curie, née Sklodowska, a fait sa marque dans la communauté scientifique. Mais la plupart d'entre nous aurions sans doute du mal à lui trouver une petite dizaine de consœurs. Witkowski a fouillé, et déniché ces femmes de sciences que l'Histoire a occultées. L'ouvrage, aussi humoristique qu'instructif, entend dévoiler la « moitié féminine de la science ».
(Seuil, 2005, 272 p.)

par Pascale Guéricolas

Vachement tendres !

Tout a commencé par une conversation dans un bar de Québec. Ce soir-là, Véronique Côté, Myriam Leblanc, Annie Larochelle et Érika Gagnon, quatre comédiennes dans la trentaine, se confient leurs frustrations. Pas assez de rôles féminins cette saison-là, peu de textes qui reflètent leurs préoccupations, et une envie de chanter, de bouger ! Deux ans plus tard, les voilà réunies avec 22 autres filles au Théâtre Périscope pour un cabaret « défoulatoire ». Elles nous promettent danse, chansons, montées de lait, instants de tendresse et pas mal d'autodérision. À preuve, le nom du spectacle : *Show d'vaches au Bitch Club Paradise* ! « On savait que bien des gens auraient des préjugés sur un spectacle de filles, que les gars penseraient qu'on allait leur taper dessus, confie Érika Gagnon. Alors on a décidé de sauter à pieds joints dans les clichés. » Cependant, au fil de l'inspiration, les vaches se sont attendries. Le spectacle ne sera pas aussi grinçant que le quatuor l'avait imaginé. Dans les textes des auteures Anne-Marie Olivier, Fanny Britt et Isabelle Hubert ressortent, inévitablement, la recherche de la perfection, les amours, l'obsession de l'image, la vie qui va trop vite. Mais l'émotion tient aussi une grande place dans ce cabaret. Les comédiennes ont demandé à leur propre mère d'écrire une lettre à leur mère pour qu'elles, les petites-filles, la lisent sur scène. Des tranches de vie sans fioritures en guise d'hommage aux générations qui les ont précédées. Impatientes de « faire le party » sur scène pendant la période de Noël, les comédiennes pensent déjà à la prochaine création qu'elles pourraient produire. « Pourquoi pas un spectacle de gars qui s'appellerait *Un air de bœuf* ? » lancent-elles à la blague. ::

Au Théâtre Périscope, à Québec, du 13 au 30 décembre. Tél. : (418) 529-2183. www.theatreperiscope.qc.ca

La dame en rouge

« Lorsque je suis dans ma robe rouge de 150 livres, c'est elle qui mène, explique la toute menue Julie Pichette. J'abandonne mon corps à la danse. » Véritable expérience sensorielle, le spectacle qu'elle a conçu avec le chorégraphe Mario Veillette se déroule au rythme de chacune des quatre robes extravagantes que la danseuse a fabriquées dans les matériaux les plus divers. Fille-fleur, papillon dans son cocon d'ouate, poisson ou anémone dans son carcan rouge de plastique, guerrière ou escargot dans une robe-armure de métal, les images déferlent. Un univers hybride typique de la jeune artiste, qui séjourne fréquemment en Inde pour apprendre de nouvelles danses ou les techniques des tisserands de la région de Madras. La mondialisation à son meilleur, quoi ! ::

***Prêt à porter*, au studio d'essai de Méduse, à Québec, du 7 au 10 décembre à 20 h.**
Tél. : (418) 649-5013. www.larotonde.qc.ca

Danse sur deux roues

Sur scène, quatre danseurs dont deux en fauteuil roulant. Un ballet inusité conçu par la chorégraphe britannique Jemima Hoadley et la danseuse France Geoffroy, qu'un accident a laissée paraplégique, il y a quelques années. Dans *All in an instant* naît un style de danse intégré entre personnes handicapées et non handicapées. Les danseuses en fauteuil le basculent, elles se projettent en avant, glissent au sol parfois et, forcément, utilisent beaucoup les mouvements de bras, de tête, du cou. Les repères habituels de la danse s'envolent et les corps repoussent leurs limites. ::

En deuxième partie de la série *Corps atypiques* à Tangente, à Montréal, du 1er au 3 décembre à 20 h 30 et le 4 décembre à 16 h 30.

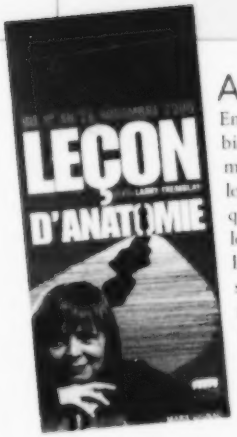
Tél. : (514) 525-5584. www.tangente.qc.ca

Sage comme une image

Vertueuse, douce ou adolescente bien de son temps : tout dépend de l'époque. L'exposition *Salut les filles ! La jeune fille en image* propose une centaine de peintures, de dessins, de photographies, de caricatures politiques, d'illustrations de magazines de 1860 à nos jours. Des caricaturistes du 19e siècle symbolisaient la nouvelle nation canadienne sous les traits d'une jeune fille à la fois forte et vulnérable, qu'on devait protéger. Les sages portraits au jardin ou à la maison de l'époque victorienne rappellent, eux, un idéal de bonne conduite. Il faut attendre le 20e siècle pour que les représentations des filles collent davantage à leur diversité sociale. Une période illustrée par des artistes féminines contemporaines. ::

École Marcelle-Mallet, Clara Gutsche, 1998

Au Musée McCord, à Montréal, du 25 novembre 2005 au 2 avril 2006. Tél. : (514) 398-7100. www.musee-mccord.qc.ca



Autopsie d'un couple

En apparence, Martha, professeure de biologie, et son mari, politicien en vue, mènent une vie agréable. Tout bascule lorsque Pierre la frappe violemment alors qu'elle rentre éméchée d'une soirée. Dans le même temps, elle apprend qu'un cancer la ronge et elle subit une mammectomie, sans que son époux ne s'en émeuve outre mesure. La *Leçon d'anatomie* du dramaturge Larry Tremblay bouscule. En neuf tableaux, l'héroïne dissèque sans complaisance sa vie conjugale. C'est justement la lucidité, la pudeur et le désir de comprendre de cette femme, manifestement dépendante affective, qui ont séduit la metteure en scène Marie Gignac. Et sa situation sociale, à mille lieues des clichés habituels associant violence conjugale et pauvreté. « Je me demande souvent quelle détresse, quelles frustrations dissimulent les femmes parfaites aux allures impeccables, les *superwomen*. » Une partie de la réponse viendra peut-être de la bouche de la comédienne Lise Castonguay, seule en scène du début à la fin de la pièce.

Au Théâtre de la Bordée, à Québec, du 1er au 26 novembre.
Tél. : (418) 649-9721. www.bordee.qc.ca

Sur un fil

C'est l'histoire d'une funambule de 27 ans en équilibre sur une note, un si. Du début à la fin de son album, l'auteure-compositrice-interprète Camille se joue des conventions musicales. Sa note psalmodiée, fredonnée, modulée relie les différentes pièces à la manière d'un bourdon dans la musique populaire ancienne. Avec un accompagnement instrumental minimal, cette Parisienne s'amuse à créer des atmosphères inusitées, ponctuées d'onomatopées et de chansons en canon, légèrement décalées. Ses textes ressemblent parfois à des comptines que l'on pourrait chanter en sautant à cloche-pied dans les flaques d'eau. « Tout est boue sur la terre dit l'hippopotame en tutu, au lit comme à la guerre on est tout poilus ! »

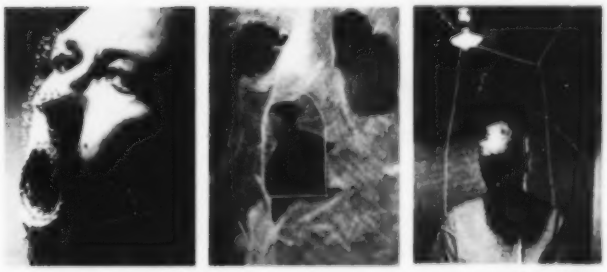
Camille, *Le fil* (Virgin)

Nathalie Trépanier à l'avant-plan, avec son équipe de tournage

Féministes sans le savoir

« Malgré quelques frustrations, j'avais l'impression que l'égalité était atteinte », confie la réalisatrice Nathalie Trépanier, 33 ans. Comme bien des femmes de sa génération, elle ne se sentait pas particulièrement féministe. « Mes différentes rencontres pour le tournage de *On n'a pas dit notre dernier mot* m'ont ouvert les yeux sur la réalité. » Le documentaire des Productions Virage relate les derniers jours de montage du numéro spécial du défunt magazine *La Vie en rose*, 25 ans après sa création. Les points de vue des rédactrices et de jeunes femmes de différents milieux s'y croisent comme pour mieux évaluer l'héritage laissé par le féminisme. Qu'elles se disent féministes ou non, militantes actives ou pas, les interlocutrices se préoccupent toutes des droits des femmes. Un constat : les plus jeunes mènent davantage leur combat dans la sphère privée, en tentant de s'allier aux hommes.

À Canal Vie, le 14 novembre à 21 h et en reprise le 20 novembre à 17 h.


Blue room suite

L'univers baxtérien

Le Musée d'art contemporain des Laurentides a recréé une partie de l'atelier où Bonnie Baxter a réalisé des gravures à l'eau-forte aux côtés de Jean Paul Riopelle, de 1985 à 1995. Dans une autre salle, *Rewind* présente plutôt sa création des 10 dernières années. La beauté étrange de cet univers coloré saute d'abord aux yeux. Qu'elle utilise la gravure sur bois, les eaux-fortes ou le numérique, Bonnie Baxter ne craint pas de mélanger les textures et les sujets. Des images extraites de ses vidéos se retrouvent ainsi traitées numériquement, recouvertes d'un voile, encadrées façon style ancien, ou plongées dans un univers aquatique. La présence constante de son fameux *Chi-Chi doggie*, un petit chien semblable à ceux qui balancent la tête à l'arrière des voitures, symbolise le regard qu'elle porte sur le monde. Dissimulé en filigrane dans une image numérique ou traité en gros plan en gravure, le chercher devient un jeu. Puis il y a les autoportraits, très expressifs, qui semblent crier ce qui se passe sur la planète.

Au Musée d'art contemporain des Laurentides, à Saint-Jérôme, du 20 novembre 2005 au 8 janvier 2006.
Tél. : (450) 432-7171. www.museelaurentides.ca

3 ANS - 15 NUMÉROS POUR 20 $
au lieu de 60$ en kiosque

Offre de Noël

Offrez en cadeau un magazine unique !

seulement
1,30 $ *le numéro*

3 ANS – 15 NUMÉROS POUR 20 $
TAXES INCLUSES ET RECEVEZ LA PRIME DE VOTRE CHOIX :

- LE GUIDE ***POUR LES 55 ANS OU PLUS***
  PUBLIÉ PAR COMMUNICATION-QUÉBEC
  OU
- ***MAIGRIR... OU ÊTRE COMME JE SUIS***
  BROCHURE PUBLIÉE PAR L'ASSOCIATION POUR LA SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
  OU
- ***LE GUIDE PRATIQUE DE LA VIE À DEUX***
  PUBLIÉ PAR LES ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS

(QUANTITÉ LIMITÉE).

:: Gazette DES FEMMES — **Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs.**

☐ **Nouvel abonnement** ☐ **Renouvellement** ☐ **Abonnement-cadeau**

☐ **20 $** taxes incluses – 3 ans – 15 numéros + **ma prime au choix :**
☐ Guide *Pour les 55 ans ou plus* ☐ *Maigrir... ou être comme je suis* ☐ *Guide pratique de la vie à deux*

☐ **10 $** taxes incluses – 1 an – 5 numéros

Nom _____
Adresse _____ App. _____
Ville _____ Province _____ Code postal _____
Téléphone ( ) _____ Courriel _____

☐ **J'offre un abonnement-cadeau** de ☐ 3 ans ☐ 1 an à :

Nom _____
Adresse _____ App. _____
Ville _____ Province _____ Code postal _____
De : _____ Téléphone ( ) _____

☐ **J'inclus mon paiement**
☐ **Chèque** ☐ **MasterCard** ☐ **Visa**
N° _____
Exp. _____ Sexe F ☐ H ☐
Signature _____

Numéro de TPS : R-107442428
Numéro de TVQ : 1008174209
Cette offre prend fin le 28 février 2006.
Prévoyez de 4 à 12 semaines pour l'entrée en vigueur de votre abonnement.
Offre valide au Canada seulement.

POUR VOUS ABONNER

> **PAR INTERNET**
www.gazettedesfemmes.com

ou retournez ce coupon avec votre paiement à l'ordre de
La *GAZETTE DES FEMMES*
Service aux abonnements
4380, rue Garand
Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3

> Par téléphone
1 800 665-5372

> Par télécopieur
(514) 333-9795

Conseil du statut de la femme
Québec